

MOUVEMENT COMMUNISTE

**DEMOCRATIE ET FASCISME :
DEUX FORMES POLITIQUES UNIFIEES DE LA DICTATURE
DU CAPITAL**

AVERTISSEMENT

Le texte contenu dans cette brochure est le premier résultat d'une élaboration consécutive à l'influence grandissante du F.N. en France et aux séquelles politiques et syndicales du mouvement de Novembre-Décembre 1995. Pour mener à bien ce travail, il nous est apparu nécessaire de faire le point sur les mouvements fascistes du passé et d'affiner, voire critiquer, les analyses effectuées sur ce sujet par les courants révolutionnaires de l'époque. Une étude détaillée devrait suivre dans des délais raisonnables. Elle sera publiée par épisodes dans la revue MOUVEMENT COMMUNISTE.

NOTE DE 2015

Cette brochure contient également :

- Une présentation critique du texte « *Auschwitz ou le grand alibi* » (Ouvrir la réflexion sur Auschwitz ou le grand alibi),
- Le texte « *Auschwitz ou le grand alibi* » lui-même.

TABLE DES MATIERES

1. LE FN, UN ETRANGE OBJET POLITIQUE5

2. FAUSSE ALTERNANCE DES REGIMES POLITIQUES DE LA DICTATURE DU CAPITAL....6

Elimination/Intégration des organisations politiques et syndicales7

Parti/Etat7

Des partis interclassistes de masse.....8

Des partis au service du Capital9

Négation absolue du conflit de classe9

Contre le fascisme : le prolétariat mondial10

Continuité fascisme/démocratie.....10

Mouvements violents mais pas révolutionnaires10

Mouvements réactionnaires et modernes.....11

Le Stalinisme, un fascisme spécifique.....11

Le cas de la seconde guerre mondiale12

3. CRITIQUES ERRONEES ET VRAIE NATURE DE LA DEMOCRATIE..... 12

Le principe démocratique : l’affirmation de l’individu séparé.....12

Le fonctionnement démocratique : la gestion des conflits sociaux13

Démocratie ouvrière ?13

4. OUVRIR LA REFLEXION SUR AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI	15
Avertissement	15
Première erreur.....	16
Deuxième erreur.....	18
Troisième erreur	20
Quatrième erreur	20
Conclusion	23
5. AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI	24
Les massacres de la démocratie bourgeoise	24
La "Défense des Droits de l'Homme"	24
Le rideau de fumée de la campagne actuelle	25
AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI.....	25
Notes.....	28

1. Le FN, un étrange objet politique

La permanence et l'expansion relativement régulières, d'une échéance électorale à l'autre, du vote pour le Front National, son implantation (35 % du vote ouvrier exprimé aux présidentielles de 1995 ; 25 % aux législatives de 1997), ses récents succès à Vitrolles et à Mulhouse, semblent indiquer que, bien plus qu'un vote de protestation, nous sommes en face d'un vote dit d'adhésion ¹. Certaines des rengaines du FN commencent à pénétrer les consciences des prolétaires " français ".

Il suffit de songer à ce propos au nationalisme foncier des revendications " *anti-Maastricht* " et pour le " *service public à la française* " du mouvement de Novembre-Décembre 1995 ; au début d'une implantation du FN en milieu ouvrier (transports en commun de Paris (RATP), de Lyon (TCL), etc.) ; à sa percée aux élections des représentants des locataires (à La Sablière, aux HLM de Clamart, etc.) ; à l'indifférence voire à l'approbation affichée par la population " française " des mesures frappant les immigrés (plan Vigipirate, lois contre l'immigration clandestine et le travail au noir, loi de la nationalité, dispositifs " anti-fraude " des réformes de la Sécurité sociale, etc.).

Loin de constituer un moment particulier, voire marginal de la dictature politique du capital, les idées et les actions inspirées par le FN imprègnent désormais tous les niveaux de la forme politique et administrative actuelle de la domination de classe de ce pays. Elles sont la prolongation de ce qu'a commencé la " gauche " aux affaires, qu'a poursuivi la droite au gouvernement et que relance maintenant la " gauche " revenue au pouvoir ². Le Pen dit tout haut ce que la démocratie du capital en France fait depuis bien longtemps. Celle-ci franchit un palier supplémentaire dans le sens de sa crispation, laquelle est notamment marquée par la restriction de certains droits administratifs et sociaux dont bénéficiaient les immigrés, et notamment lesdits clandestins ³. Entre-temps, les " Français " et certains secteurs de l'immigration " en situation régulière " demeurent encore formellement protégés par un filet, en voie de rétrécissement rapide (diminution du salaire réel ; diminution du salaire indirect et différé ; diminution des " droits " sur le lieu de travail ; augmentation du chômage et de la précarité), d'instituts et de mécanismes de garantie. Du point de vue du droit bourgeois, c'est en quelque sorte la constitution d'une société civile explicitement duale qui se met progressivement en place.

L'une des parties est déjà régie par la répression ouverte de l'appareil de force du capital, tandis que l'autre reste encore arrimée par des liens plus ou moins ténus à la démocratie sociale et politique. En temps de crise fiscale de l'Etat, la nature et le fonctionnement du dispositif diversifié de contrôle social va bien au-delà, on l'aura compris, du racisme ordinaire du " petit blanc " et de la ligne politique à l'apparence souvent caricaturale du FN. Toutefois, émergent deux caractéristiques majeures de la phase actuelle de la démocratie politique et sociale du capital, aboutissant inéluctablement à la création d'un " ennemi intérieur " capable de souder et unifier contre lui toutes les classes sociales du pays.

1. La militarisation rampante du rapport social de production frappe en premier chef les prolétaires étrangers " invisibles ". Ceux-ci deviennent de véritables esclaves à la merci de leurs patrons négriers. Traqués par les flics, les inspecteurs du travail, la Sécurité sociale, l'administration scolaire, hospitalière, de jour comme de nuit, 365 jours par an, les " clandestins " n'ont qu'à bien se tenir.
2. L'ensemble des césures raciales, sexuelles, religieuses, nationales qui traversent de part en part, en le mutilant, le corps prolétarien, jaillissent de la lutte " naturelle " à laquelle se livrent entre eux les

¹ Selon l'un des nombreux sondages effectués à l'occasion des dernières élections législatives françaises, les électeurs du FN adhèrent pour 50% d'entre eux au programme de ce parti. Le vote exprimé au deuxième tour par ces mêmes électeurs indique également que seulement la moitié d'entre eux a décidé de livrer leur suffrage à la droite, les autres ont préféré s'abstenir ou voter à " gauche ".

² Dans un entretien, publié le 13 octobre dernier dans le quotidien Le Parisien, Lionel Jospin a déclaré que les étrangers sans papiers dont le dossier aura été rejeté à l'issue de l'opération de régularisation en cours " devront quitter notre territoire ". Une fois n'est pas coutume, nous laisserons à M. Philippe Seguin le soin du commentaire. L'ex-Président de l'Assemblée nationale réagissant aux propos du premier ministre actuel, dans l'édition du Parisien, du lendemain déclarait : " S'il est vrai que le nombre de régularisations devait s'avérer modeste, comme l'annonce le gouvernement (...), que va-t-on faire des autres ? Le premier ministre prétend qu'il va organiser le retour à leur pays d'origine. Mais alors, ce ne seront plus des charters qu'il faudra affréter, ce sont des lignes régulières qu'il faudra ouvrir. " On ne saurait mieux dire....

³ A titre d'exemple, ces derniers pouvaient jusqu'aux lois Pasqua recevoir des prestations de la part de l'Assurance maladie. Depuis, cela n'est plus possible. Même cette mesure particulièrement odieuse a été confirmée et peaufinée par les dispositions légales mises en chantier par Jean-Pierre Chevènement.

ouvriers sur le marché du travail. Cette compétition mortelle entre sans-réserves est largement déterminée par celle qui a cours entre les capitalistes eux-mêmes (concurrence). Les polarisations internes à la classe exploitée sont le produit de la division de la société civile en classes antagoniques et ne constituent aucunement le fruit de l'injection artificielle dans la société d'une idéologie surannée et étrangère (le racisme) aux rapports sociaux. La xénophobie sourd spontanément du sous-sol de la société capitaliste. Mais périodiquement, en amplifiant démesurément les effets pernicioeux de cette réalité de la domination de classe, l'administration civile et militaire de l'Etat capitaliste (fasciste ou démocratique) prend en charge et donne une forme politique organisée, contre le prolétariat et son unité objective face à l'exploitation, à ce qui n'était que tendances plus ou moins spontanées. Si ces découpages additionnels, définis *a priori* par l'Etat avec la force de la loi, sont relativement indépendants, extérieurs au procès immédiat de production et au marché du travail, ceux-ci relèvent néanmoins pleinement de la division de la société en classes opposées. A certaines périodes, le plus souvent à proximité de crises graves de la valorisation, lorsque le développement de l'accumulation du capital ralentit nettement et de ce fait affecte pour longtemps les caisses de l'Etat, l'action d'approfondissement de la division au sein de la classe exploitée se fait sur des bases de plus en plus extérieures au procès direct de travail. Et c'est naturellement l'Etat, en tant que garant et ordonnateur des rapports sociaux dominants, qui prend l'initiative dans ce sens. Ainsi, en ces circonstances spécifiques, les multiples différences raciales, sexuelles, religieuses et nationales qui traversent la société civile prennent le dessus sur celles induites par la division objective des salariés suivant les lignes internes de la division capitaliste du travail et la fragmentation croissante du marché du travail.. Aujourd'hui, c'est la situation qui prévaut dans la plupart des pays capitalistes forts.

Ces caractéristiques rappellent certains aspects des années 30 et notamment des régimes politiques fasciste et nazi . C'est pour cela que nous pensons que ce phénomène a, tendanciellement, la possibilité d'évoluer vers un *National-socialisme à la française*. Si on veut le combattre, il faut l'appréhender dans toute sa complexité. Cependant, pour le cerner suffisamment, il est nécessaire de ne pas le réduire à une caricature du passé, ni, du reste, de caricaturer le passé lui-même. Tout d'abord parce que la mise en évidence d'analogies non négligeables entre la situation politique de l'entre-deux guerres et celle qui existe aujourd'hui ne pourrait aucunement être lue comme une simple répétition.

Et ce parce que la condition essentielle du fascisme en tant que mouvement distinct, occupant une place centrale dans l'échiquier politique bourgeois, solution possible de gouvernement, n'est pas présente à ce jour. Cette condition consiste, bien entendu, en l'existence d'une classe ouvrière combative, bien mobilisée et engagée dans un processus l'amenant à l'indépendance politique des classes dominantes. En ces hauts moments du cycle politique prolétarien, la bourgeoisie et ses représentants politiques adoptent, en dernier recours, la suppression de toute forme d'apparition légale du prolétariat qui se déclinerait sur un mode conflictuel.

Il n'est pas inutile de rappeler que, si la crise financière (" fiscale ") des Etats capitalistes forts a été l'une des conditions de l'avènement des régimes fasciste et nazi; la profondeur de la crise actuelle n'a pas de commune mesure avec celle d'autrefois. Comme du reste, on ne peut assimiler l'ampleur et la gravité des crises périodiques de ces trente dernières années aux crises que les pays capitalistes forts ont traversé au cours des quarante premières années de ce siècle. Mais ces considérations liminaires, fondées sur des constats relativement aisés, ne suffisent pas. Il faut sans délai remettre les points sur les i de l'analyse critique des fascismes⁴ et de la démocratie effectuée par le mouvement communiste du passé. C'est à cela qu'est consacré le prochain chapitre. Sous forme de points synthétiques, il vise à en ordonner et clarifier certaines catégories et jugements politiques.

2. Fausse alternance des régimes politiques de la dictature du capital

Aujourd'hui, couramment, fasciste, nazi ne sont pas des qualificatifs employés pour désigner des mouvements politiques et sociaux et des régimes déterminés, appartenant à une époque précise et/ou ayant des caractéristiques distinctives propres. Tels des anathèmes à forte charge émotionnelle, on les jette tout aussi volontiers qu'autrefois à la figure du contradicteur pour le faire taire. Selon cette solide habitude, le nazi est la

⁴ Nous emploierons, dans la suite du texte, le terme " fascismes " pour désigner, par delà leurs différences contingentes, les régimes politiques de l'Italie (1922-1944) et d'Allemagne (1933-1945).

tête de Turc du démocrate, le totalitaire celle du partisan des *Droits de l'homme* comme autrefois l'“ *hitléro-trotskyte* ” l'était du stalinien, etc.

Croyant mieux lutter contre l'ensemble des aspects de l'exploitation et des oppressions en les réduisant à certaines horreurs particulières du présent ou/et du passé de la domination du capital (ex. : fascisme, nazisme), nombreux sont ceux qui – consciemment ou en désespoir de cause – se cantonnent à demander à l'Etat qu'il élimine l'excroissance fasciste.

Ceux-ci cautionnent d'une part l'idée selon laquelle les fascismes sont des épisodes isolés et historiquement dépassés de la dictature bourgeoise et, d'autre part, semblent oublier ou passent sous silence que l'Etat capitaliste dans sa forme démocratique n'a pas non plus hésité à massacrer les prolétaires révolutionnaires (cf. : Allemagne 1918-1921) et les populations colonisées insurgées (cf. : les 8000 Algériens assassinés à Sétif et Guelma le 8 mai 1945 ; les insurgés malgaches en avril 1947, où la répression fit plus de 50000 morts). En schématisant à l'extrême, on pourrait ainsi résumer quelques points fermes, issus, entre autres, de la maturation de la réflexion communiste de l'après-guerre, sur fascisme et démocratie.

Elimination/Intégration des organisations politiques et syndicales

Si les fascismes éliminent les organisations politiques et syndicales à base sociale prolétarienne, cela ne stoppe pas le processus d'intégration de ces organisations à l'Etat. Au contraire, les fascismes démolissent des organes souvent déjà à la botte de l'Etat lorsque ceux-ci ne parviennent pas à adhérer complètement et en temps voulu aux impératifs spécifiques de valorisation du capital social. Les fascismes, en quelque sorte, contribuent à accélérer par la force le développement d'un mouvement ouvrier bourgeois docile et parfaitement aligné sur l'exécutif.

L'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat est possible avec l'avènement et la généralisation de la grande industrie moderne mécanisée, spécialement fondée sur l'extorsion de plus-value relative, propre à la phase historique de la soumission réelle du travail au capital. Au cours de cette seconde – et ultime – période du capitalisme, par-delà les aléas des cycles industriels singuliers, l'accumulation atteint de tels sommets qu'elle permet l'octroi à des pans entiers du prolétariat, pour de longues durées, de “ miettes ” relativement conséquentes. En d'autres termes, la possibilité de l'existence de la “ démocratie sociale ” est contenue dans la contiguïté de cette série de conditions : augmentation de la plus-value sociale, notamment via l'extorsion de la plus-value relative ; augmentation du salaire nominal et réel ; augmentation de la journée sociale de travail ; diminution de la journée individuelle de travail.

Dans le processus d'intégration des organisations politiques et syndicales à base sociale prolétarienne, nous isolons ici tout particulièrement le phénomène de l'extension institutionnelle de la démocratie politique au “ social ” : **démocratie sociale**. Les fascismes développent ⁵ la démocratie impérialiste dans les conditions de la défaite prolétarienne (cycle politique prolétarien contre-révolutionnaire) et de la transformation de la guerre économique en guerre militaire. Si les régimes fascistes ont tous désigné un bouc émissaire politique (les Rouges pour Franco, les socialistes et les communistes antinationaux pour Mussolini) ou ethnique/religieux (les Juifs et les Gitans pour le nazisme) et ont été condamnés pour cela par les partisans de la démocratie bourgeoise, ce qui constitue pour nous leur premier et plus important trait commun, c'est **la fin décrétée, légale, de la concurrence politique et syndicale s'exprimant au travers du conflit entre les classes.**

L'atténuation de la concurrence économique obtenue par l'organisation étatique de l'effort de guerre peut également être poursuivie, mais n'est aucunement une constante des régimes fascistes d'hier et d'aujourd'hui. Jamais absente jusqu'ici, mais pas exclusive de ces régimes politiques, l'une de leurs caractéristiques saillantes demeure la mise en œuvre de politiques économiques visant à obtenir une plus grande “ nationalisation ” des capitaux individuels. L'emploi de moyens et de mouvements politiques extralégaux pour assurer la paix civile, n'est pas leur lot exclusif.

Parti/Etat

Si dans un premier temps les fascismes suppriment d'abord dans les faits puis légalement l'expression politique et syndicale de la concurrence économique, celle-ci renaît inéluctablement du sous-sol bouillonnant de la production capitaliste. Le plus souvent, c'est le parti-Etat qui devient le lieu d'expression de ces conflits, avec à sa tête le chef en tant qu'arbitre suprême et garant de la stabilité. Ce parti est alors le lieu exclusif d'étouffement, par des moyens le plus souvent expéditifs, des conflits économiques et sociaux existants. Après

5 Au sens “ marxiste ” d'extension, mûrissement et dépassement : transcroissance.

quoi le régime jette en pâture au bon peuple les perdants, invariablement désignés comme corrompus ou vendus à l'étranger ⁶.

Les fascismes sont des régimes qui postulent l'uniformité à tout prix et l'identification extrême. Ils doivent reposer donc sur un chef suprême. Cette identification anachronique et quelque peu ridicule de l'exécutif au parti-Etat et du parti-Etat au " lider maximo " fragilise peu à peu le régime en réduisant sa capacité d'action, de représentation et de synthèse des intérêts des classes dominantes. Une telle situation institutionnelle contient un risque grave d'autonomisation excessive du politique de l'économie qui, à la longue, se révèle insupportable pour le capital lui-même.

C'est notamment pour cette raison que la forme politique " canonique " du capitalisme, la meilleure et la plus efficace pour la bourgeoisie dans les périodes " normales " de sa dictature, demeure celle de la république démocratique.

" La toute-puissance de la 'richesse' est plus sûre en république démocratique parce qu'elle ne dépend pas d'insuffisance du mécanisme politique, des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le Capital ... assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise. "

(Lénine, *L'Etat et la Révolution*, pp. 17-18, Editions Sociales)

Des partis interclassistes de masse

Les fascismes s'appuient sur toutes les classes de la société civile. Jusqu'à présent, leur base prolétarienne a été principalement constituée par des chômeurs, des prolétaires et des paysans en uniforme démobilisés et déclassés – souvent regroupés dans les associations d'anciens combattants – et des salariés de l'Etat ⁷. Dans certaines circonstances, à l'instar des social-démocraties et du stalinisme, les mouvements fascistes peuvent devenir les porte-parole d'une partie déboussolée et affaiblie du prolétariat cherchant à défendre – violemment s'il le faut – sa condition dans le cadre imposé par la configuration spécifique de la communauté illusoire du capital (société civile).

Le nazisme, qui affichait le programme de la création d'une communauté de sang allemande rassemblée autour de l'Etat, promettait de protéger le travail salarié " allemand ". Pour ce faire, il s'est alors assuré le soutien de secteurs non négligeables de la classe ouvrière. Il ira très loin sur cette voie, jusqu'à participer et soutenir les grèves sauvages de l'automne 1932 contre les décrets Von Papen. Cette attitude n'est d'ailleurs pas spécifique à l'Allemagne.

⁶ Ainsi, par exemple, la nuit des longs couteaux (juin 1934) s'explique par l'aboutissement sanglant au sein du parti nazi de la lutte entre les SA et les généraux prussiens afin de conquérir la suprématie définitive sur la Wehrmacht.

⁷ En 1933, le parti nazi est le deuxième parti " ouvrier " d'Allemagne, derrière la social-démocratie. Le NSDAP compte de 250000 à 300000 membres issus de la classe ouvrière contre 215 à 220000 pour le KPD. Les nazis avaient réussi à recruter des ouvriers dans les secteurs peu syndiqués (cheminots, travailleurs à domicile, ouvriers agricoles, chômeurs). Mais il y a une différence entre les adhésions d'ouvriers isolés, hors des lieux de travail et celle à l'intérieur de l'usine. Dans ce cas, l'influence nazie (via le syndicat NSBO) était, au début de 1933, deux fois moindre de celle du KPD (via le RGO) ou de celle des syndicats chrétiens et vingt fois moindre de celle du SPD (via l'ADGB). En avril 1932, aux élections des délégués du personnel et des représentants des salariés aux conseils d'entreprise, le NSBO obtenait en moyenne et sur toute l'Allemagne 12,5 % des voix dans les collèges ouvriers et 25 % dans ceux des employés.

En ce qui concerne l'Italie, le fascisme n'a jamais réussi à pénétrer en profondeur dans les rangs des ouvriers d'industrie. En revanche, parmi les employés de l'Etat, les petits paysans et les ouvriers agricoles de la plaine du Po et des Pouilles son enracinement s'avère significatif. Une statistique de 1921, qui porte sur environ la moitié des 151000 inscrits au Parti National Fasciste, fait ressortir cet étonnant découpage sociologique : 37000 ouvriers agricoles, surtout concentrés dans les zones le plus durement ravagées par les raids des manipoli ; 23000 ouvriers d'industrie, dont la plupart est au chômage ; 18000 propriétaires terriens ; seulement 4000 patrons de l'industrie, proportionnellement bien moins nombreux dans le Parti Fasciste que dans la société ; 14000 commerçants ; 15000 employés du secteur privé ; 7000 employés des échelons inférieurs de la fonction publique ; 10000 membres des professions libérales ; 20000 étudiants issus des couches moyennes et des classes dominantes, très nombreux eu égard à leur poids numérique dans la société. Si l'on procède à un recouplement plus ramassé, cela donne ceci : 40,5% de purs prolétaires ; 14,9% de membres des couches moyennes salariées inférieures ; 2,7% de patrons d'industrie ; 12,2% de propriétaires terriens (petits, moyens et grands) ; 29,7% de membres des couches moyennes non salariées. A sa périphérie, le PNF s'outille d'organisations de masse. Dans la deuxième moitié de 1922 mais avant la " marche sur Rome ", alors que le PNF compte plus de 250000 militants contre seulement 70000 du Parti Socialiste, les syndicats fascistes réunissant ouvriers, employés et couches moyennes non salariées, en dénombrent plus de 500000 contre environ 400000 pour la CGdL (dont les effectifs avaient chuté de 1,6 millions depuis 1920). Ces quelques données mettent à mal la caractérisation du fascisme italien des origines comme mouvement politique créé par le grand capital de l'industrie et formé principalement de petit-bourgeois traditionnels.

En Italie, en 1919-1920, les fascistes affirment comprendre les raisons qui sont à l'origine des émeutes du pain et des occupations d'usines. En 1924, toujours en Italie, l'aventurier fondateur du mouvement politique des *Arditi* (troupes d'assaut) Gabriele D'Annunzio, phare idéologique du premier mouvement fasciste et dirigeant incontesté de la Régence autoproclamée de Fiume, prône l'unification syndicale et la création d'un grand parti du travail, idée celle-ci partagée jusqu'à la marche sur Rome par Benito Mussolini lui-même. Plus près de nous, en septembre 1970, l'extrême-droite flamande soutint la grève des mineurs du Limbourg. La même année, en été, les fascistes italiens n'eurent aucun mal à se placer à la tête de la révolte prolétarienne de Reggio Calabria

Des partis au service du Capital

La spécificité locale du développement capitaliste détermine largement les étapes de l'implantation des fascismes au sein des classes de la société civile. A l'origine, on relève toujours une forte emprise de ces mouvements sur les secteurs de la petite-bourgeoisie non salariée réactionnaire (commerçants, artisans, paysans ...) et sur les secteurs les plus faibles des classes dominantes (petits patrons, rentiers, propriétaires terriens ...).

C'est seulement ultérieurement, lorsque leur mutation en partis de gouvernement atteint son terme, que les courants politiques fascistes parviennent à attirer le soutien explicite des représentants de la grande industrie moderne mécanisée. Après la très grave crise industrielle de 1931 qui a suivi la crise financière de 1929, l'objectif obsessionnel de tous les patrons du monde était de diminuer les salaires et d'accélérer la taylorisation de la production (quantification, standardisation et mécanisation des séquences du procès de travail).

Pour ce faire, dans certains pays exangues comme l'Allemagne, la classe ouvrière, pourtant battue en 1918-1921 par la Social-Démocratie au pouvoir, demeurait aux yeux des patrons locaux encore trop dangereuse. Ils considéraient que, pour la faire définitivement capituler face aux diktats de la restructuration, il fallait, en ce moment particulier, l'aide d'un Etat très, très fort.

Ainsi, tout naturellement, avec le soutien des classes dominantes l'alternative politique Nazi devint Etat⁸. En Italie, ces mêmes considérations et l'ampleur de la crise économique de l'immédiat après-guerre amenèrent le patronat à " choisir " le fascisme dès 1921. Dans les années '30, au delà de l'existence de différences secondaires et de rythmes partiellement asynchrones, du *New Deal* américain au Front populaire français, en passant par le fascisme, le nazisme et le stalinisme, les Etats capitalistes ont agi de la même façon :

- ◆ En soutenant massivement l'économie capitaliste et en favorisant son adaptation par l'intervention de l'Etat ;
- ◆ En soumettant davantage le travail au capital, en développant de façon significative l'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat (*New Deal*, Front Populaire) ou en étatisant directement ses fonctions (syndicats fascistes et corporations italiennes, Front du travail nazi).

Négation absolue du conflit de classe

Le fondement philosophique universel des fascismes, contrairement à la démocratie bourgeoise, repose sur le postulat de la négation absolue de l'existence du conflit de classes. Le rejet de toute expression politique de ce conflit s'accompagne de l'exaltation de certains éléments idéologiques de la communauté illusoire du capital.

Ces éléments peuvent indifféremment être la race, la nation, la religion, le territoire, le sexe. L'un de leurs traits permanents, c'est la définition d'un périmètre central dépourvu de conflits politiques et sociaux, à l'intérieur duquel on maintient certains droits et d'où on bannit une ou plusieurs catégories d'indésirables, indignes d'en faire partie.

Cet aspect, si stigmatisé par les démocrates, n'est cependant nullement l'apanage exclusif des fascismes. Il suffit de penser à ce propos à la criminalisation dont sont victimes actuellement les immigrés sans-papiers dans

⁸ La légende social-démocrate, stalinienne et trotskiste qui veut que, entre 1928 et 1933, les patrons allemands de l'industrie lourde aient adhéré comme un seul homme au nazisme, tandis que ceux de l'industrie légère auraient continué à soutenir la république de Weimar, est fautive. Dire que la majorité des patrons allemands, individuellement ou collectivement, quel que fut le type d'industrie qu'ils dirigeaient n'aient pas soutenu Hitler avant 1933, n'est pas contradictoire avec leur soutien postérieur au même Hitler. Une fois les autres solutions politiques épuisées (Von Papen, Schleicher), c'est bien la majorité de la classe capitaliste, via ses partis traditionnels, qui a propulsé les Nazis à la tête de l'Etat, alors que ces derniers étaient minoritaires sur le plan électoral et en recul depuis les élections législatives de juillet 1932. En Allemagne, à ce moment, le parti nazi pouvait exaucer leurs vœux ; aussi, après 1933, dans leur grande majorité, ils se sont donc rangés à ses côtés.

tous les pays capitalistes forts et plus particulièrement en France, pays “ berceau ” de la démocratie moderne et patrie autoproclamée des *Droits de l’Homme* ⁹.

Contre le fascisme : le prolétariat mondial

Le seul véritable ennemi des fascismes, des nationalismes, du racisme, de la xénophobie, du sexisme et des discriminations religieuses, c’est la communauté réelle du prolétariat mondial. Une communauté qui se constitue dans et par la lutte, indépendante des partis et syndicats bourgeois, qui se bat pour l’émancipation de l’homme social des sociétés divisées en classes. Gagner la guerre contre le fascisme n’est possible que lorsque le prolétariat se met en mouvement pour la révolution communiste. En cas contraire, si le prolétariat prend les armes contre le fascisme sans faire la révolution (Espagne 1936), il ne fait que creuser sa propre tombe sous la bannière de tel ou tel camp bourgeois.

Continuité fascisme/démocratie

Les fascismes n’entretiennent pas une relation de rupture avec la démocratie. Ils se posent en un rapport de parfaite continuité avec celle-ci. La transition de l’un vers l’autre, puis de l’autre vers l’un, peut se faire, et s’est faite, selon toutes les configurations, avec ou sans violence, mais toujours en préservant l’essentiel de l’appareil administratif de l’Etat. Les fascismes ne sont pas issus d’autre chose que du capitalisme et ne sont pas l’horreur absolue de sa domination.

Le prolétariat révolutionnaire a appris à ses dépens que dès qu’il en ressent le besoin, l’appareil de l’Etat démocratique le réprime et le massacre tout aussi efficacement que la machine à broyer fasciste, et que la démocratie s’est historiquement avérée le meilleur convoyeur des fascismes. En toute cohérence, le prolétariat révolutionnaire ne doit donc pas s’encombrer de la défense de la démocratie contre le fascisme.

Celui-ci ne doit pas non plus se battre contre le fascisme en employant les méthodes inspirées par la démocratie. La démocratie est à la fois le principe et le mode de représentation politique le mieux adapté à la dictature capitaliste triomphante. La démocratie totale, que certains plus ou moins sincèrement prônent aujourd’hui encore, est une sanglante utopie qui désormais appartient entièrement et exclusivement au capital.

Historiquement (principalement au XIX^e siècle), celui-ci n’a accordé les libertés démocratiques acclamées (droit de vote, droit d’association, etc.) que sous la contrainte de luttes acharnées menées le plus souvent par un prolétariat bien seul. Aussi, nous ne sommes pas “ anti-antifascistes ” parce que nous n’avons pas besoin de doper notre combat par l’identification du “ véritable ” ennemi, d’un adversaire charismatique et absolu, qui, une fois éliminé, ouvrirait *ipso facto* le chemin de la révolution. Si nous ne sommes pas indifférents aux formes de domination, et encore moins à leur assise sociale, on ne peut critiquer le fascisme et l’antifascisme qu’en prenant parti pour la nécessité de la révolution communiste, dûment préparée par la critique théorique matérialiste de la démocratie.

Mouvements violents mais pas révolutionnaires

Les fascismes ne sont pas des mouvements révolutionnaires. Cela n’exclut ni qu’ils utilisent la pire violence lors de leur conquête de l’exécutif, ni qu’ils agissent en actifs briseurs de grève ¹⁰. Si les fascistes et les nazis ont fait couler du sang prolétarien, ils ne se sont cependant pas emparés de l’exécutif puis de l’administration de l’Etat par la violence. Après en avoir reçu l’autorisation explicite ou implicite de la part des suprêmes autorités démocratiques, les fascismes ont investi la direction politique de l’Etat sans coup férir, adoués par ses grands commis et par une partie importante de la bourgeoisie.

En 1922 en Italie, comme en 1933 en Allemagne, la forme démocratique de l’Etat a été mise entre parenthèses, sans remous majeurs, par les classes dominantes de ces pays ¹¹. De même, après la guerre, lors du

9 Cela n’est pas vraiment nouveau. Déjà en 1933, les ordres des professions libérales françaises (avocats, médecins, etc.) réussirent à faire adopter des lois interdisant l’emploi des étrangers, parmi lesquels les réfugiés allemands. Cela s’accompagna également de l’expulsion de plus d’un million d’ouvriers immigrés.

10 Dans les années ‘20, en Italie, outre la répression, menée de concert avec les forces armées officielles, des insurrections antifascistes de Parme, Rome et de plusieurs villes petites et moyennes d’Italie centrale, les manipoli fascistes se sont essentiellement rués contre les ouvriers agricoles et les organisations paysannes de la plaine du Po et des Pouilles. C’est seulement en 1943, lors des grèves spontanées éclatées dans les principales usines du Nord de l’Italie, que les squadristi tentèrent, en s’appuyant toujours sur les forces armées institutionnelles, de se mesurer à des ouvriers en lutte.

11 Ce qui n’a pas empêché le licenciement de fonctionnaires de l’Etat classés à “ gauche ” et la persécution, en Allemagne, des Juifs, bouc-émissaires privilégiés du moment.

passage dans ces pays du régime fasciste au régime démocratique, l'appareil d'Etat a été conservé fondamentalement *in extenso*, y compris naturellement ses organes répressifs. L'Etat Russe fit de même dans les pays de l'Est, où nombre de policiers ayant participé à la chasse aux “ rouges ” furent maintenus en place et leurs compétences largement utilisées au service de la terreur stalinienne ¹².

Mouvements réactionnaires et modernes

Les fascismes italien et allemand ont incarné à la fois des tendances à la réaction et à la modernité.

Réaction, parce qu'ils se nourrissent des ressentiments des classes touchées par le mouvement du capitalisme moderne : petits-commerçants victimes de la grosse distribution ou des coopératives ouvrières de consommateurs, paysans victimes de l'effondrement des prix et concurrencés par la grosse exploitation, fonctionnaires de l'Etat regrettant le temps de la splendeur des maîtres qu'ils servaient, aristocrates ennemis du travail et de l'argent, mais aussi ouvriers victimes du taylorisme ne voulant pas voir empirer leur situation professionnelle ou chômeurs concentrant leur haine contre ceux qui ont du travail. En somme, tous ceux qui voulaient un retour à une époque idéalisée, bouleversée par le développement capitaliste (grande usine mécanisée).

Modernité, non seulement pour leurs côtés spectaculaires (mise en scène du chef et des foules, utilisation “ industrielle ” de l'audio-visuel), mais surtout pour leurs réalisations pharaoniques (autoroutes, villes nouvelles, etc.) et la concrétisation de pans entiers du programme social de la social-démocratie ¹³, pour leur culte du renforcement de l'Etat moderne au prix de la destruction des communautés et des rapports sociaux pré-capitalistes ¹⁴.

Le Stalinisme, un fascisme spécifique

Le régime stalinien est autant un ordre fasciste typique avec quelque chose de plus ¹⁵. Au plan idéologique, le stalinisme efface progressivement le concept de lutte des classes pour l'incorporer dans celui de patrie socialiste. Sa première expression aboutie, c'est le “ socialisme dans un seul pays ”. Sur le plan institutionnel, il décrète la fin des conflits sociaux par l'affirmation de la disparition des classes antagoniques.

A la différence des fascismes italien et allemand, il ajoute la faculté de pénétrer en profondeur et durablement le mouvement ouvrier afin d'y compléter la domination social-démocrate. En ce sens, il peut à la fois œuvrer directement pour dévitaliser le mouvement ouvrier indépendant dans sa phase politique ascensionnelle et contribuer en première personne à la répression de celui-ci lorsque les conditions politiques générales ont changé au détriment du prolétariat.

¹² Bien que le nombre de victimes prolétariennes ne soit absolument pas un critère déterminant, et que les exactions d'un régime bourgeois particulier ne doivent pas occulter celles des autres, le cas de l'Allemagne des années '20 et '30 est très instructif. Ici, la répression des mouvements révolutionnaires (Janvier-mars 1919, à Berlin ; avril 1919, en Bavière ; février 1920, dans toute l'Allemagne pendant le putsch de Kapp ; mai 1920, dans la Ruhr ; mars 1921, dans la région de Halle ; les insurrections de 1923) par la Démocratie et ses serfs sociaux-démocrates fit plus de morts que celle exercée par les nazis après mars 1933 contre les staliens et les sociaux-démocrates. Ainsi, entre 1929 et 1933, la police démocratique du gouvernement social-démocrate de Prusse fit des centaines de morts en écrasant, entre autres, les manifestations stalinienne du 1er mai 1929 à Berlin, et en protégeant les raids nazis contre les quartiers ouvriers (cf. notamment le dimanche sanglant d'Altona, Hambourg, en juillet 1932).

¹³ En Italie, le fascisme unifia l'ensemble du dispositif de protection sociale (assurance-vieillesse, assurance-chômage) et créa la Caisse Nationale d'Assurance sociale, qui deviendra en 1933 l'Institut National Fasciste de Prévoyance Sociale. Le fascisme anticipe sur la création des grands systèmes de sécurité sociale, développés dans des nombreux Etats démocratiques après la Seconde Guerre mondiale. Le salaire indirect et différé y est développé au détriment du salaire réel direct (-15% en moyenne dans la période 1923-1938). Cela a incontestablement favorisé, aux frais des deniers de l'Etat, l'accumulation des capitaux individuels.

¹⁴ Dès 1922, en Italie, le Fascisme est le premier à s'être quelque peu attaqué à la Mafia. Ce qui explique en grande partie l'engagement de cette dernière aux côtés des américains à l'occasion du débarquement allié de 1943 en Sicile. Aussi, cela donne du sens à l'extrême perméabilité aux cosche mafiose de l'Etat démocratique post-fasciste restauré après-guerre par les Alliés.

¹⁵ Lors d'un débat organisé par l'émission *Bouillon de culture* (France 2) autour de la publication de l'ouvrage collectif *Le livre noir du communisme ; crimes, terreur, répression* (Robert Laffont), afin de justifier l'allégeance indéfectible du PCF à Staline et successeurs, l'historien du Parti Roger Martelli a emprunté la formule trotskiste classique selon laquelle le stalinisme serait une “ déviation ” du communisme. Pour donner une assise philosophique à cette affirmation, il a ajouté que “ le stalinisme fait partie du communisme mais il en est pas la vérité ” car, d'après Roland Leroy, ancien directeur de la rédaction de *l'Humanité*, “ le communisme, c'est l'amour de l'Homme ” (? ? ?). Les convergences théoriques entre trotskistes de la LCR et staliens du PCF repeints à l'encre rose ne s'arrêtent pas là. En témoigne la tenue du 14 au 16 novembre '97 à l'Université Paris-VIII d'un colloque sur “ Octobre 17 : causes, impact, prolongements ” convoqué en bonne intelligence par bon nombre de leurs officines idéologiques respectives (*les Cahiers de l'Histoire ; la Pensée ; Politique, la revue ; Recherches internationales ; Critique communiste*).

Le stalinisme peut agir indifféremment en parti social-démocrate et en parti fasciste. Cette qualité lui est largement conférée par la spécificité de son origine, étroitement corrélée au plus fort mouvement ouvrier révolutionnaire de tous les temps (Révolution d'Octobre). Les fascismes "classiques" allemand et italien, quoique non dépourvus d'attaches prolétariennes, ne peuvent revendiquer à aucun moment de leur histoire des liens aussi intimes avec le mouvement ouvrier.

Le cas de la seconde guerre mondiale

La coalition de la démocratie impérialiste anglo-saxonne et du fascisme "rouge" russe a gagné la confrontation armée (Seconde Guerre mondiale) contre les fascismes européen et japonais. Cela était inévitable en raison d'une supériorité économique écrasante. Cependant, durant et après la guerre, la démocratie impérialiste anglo-saxonne n'a pas hésité à faire siennes les petites et grandes recettes appliquées par les fascistes en Allemagne et en Italie et par le stalinisme en Russie.

Dans le désordre, nous rappellerons la militarisation du travail, l'élimination des "droits" syndicaux, le parachèvement de l'intégration des syndicats et des organisations professionnelles à l'appareil étatique, la relance productive pilotée par le marché étatique des armements, les camps de concentration pour les communautés dangereuses, l'extermination "industrielle" de masse et la terreur militaire à l'encontre des populations des pays ennemis, etc..

C'est pour cela que, comme le fit dès cette époque la gauche communiste, on peut à juste titre parler d'une victoire politique des fascismes et du stalinisme sur la démocratie impérialiste anglo-saxonne. C'est pour cette raison encore que la même gauche communiste se refusa d'appuyer un camp impérialiste contre l'autre pendant la deuxième boucherie planétaire et prôna le défaitisme révolutionnaire. Et c'est toujours à la suite d'une telle analyse que la gauche communiste d'Italie, en l'absence d'un mouvement prolétarien indépendant contre la guerre, exprima le souhait, en avant-dernière instance, d'un enlèvement du conflit impérialiste et celui, en toute dernière instance, d'une victoire militaire du camp impérialiste le plus faible.

Depuis longtemps désormais, la démocratie impérialiste a digéré le fascisme et, nourrie par ses apports originaux, a confirmé sa faculté de meilleure enveloppe de la dictature du capital. Pourtant, si la situation l'exigeait à nouveau et si le schéma des années '30 se représentait, elle entamerait une nouvelle fois sa mue fasciste.

Deux conditions nécessaires, quoique nullement suffisantes, régiraient une telle métamorphose. D'une part, la réémergence du prolétariat révolutionnaire décidant les classes dominantes à l'écraser par tous les moyens, légaux comme extra-légaux. D'autre part, l'avènement d'une crise mondiale majeure de la valorisation du capital du type de celle de 1931 qui imposerait à certains impérialismes de conquérir les armes à la main des marchés vitaux. Ces deux conditions pourraient évidemment être balayées par un facteur "exogène" : la révolution communiste.

3. Critiques erronées et vraie nature de la démocratie

Dans le courant révolutionnaire, certains prétendent que la révolution est la réalisation pleine et entière de la démocratie, enfin débarrassée de son enveloppe bourgeoise. Cette thèse est redevenue à la mode surtout après la "découverte" des affres du stalinisme. Nous pensons cependant que celle-ci est erronée.

Le principe démocratique : l'affirmation de l'individu séparé

La démocratie, dans son principe, est l'affirmation de l'homme particulier, de l'individu séparé de sa communauté, relié à elle uniquement par des liens juridiques historiquement variables (devoirs et droits). Soumis à l'impératif catégorique de la fraternité avec son exploiteur, il lui est de surcroît nié toute appartenance à sa classe. La démocratie instaure la supériorité de l'individu isolé sur l'individu social, qui est gommé par postulat philosophique (liberté).

A l'opposé, pour le communisme théorique, l'individu ne se comprend qu'en vertu de son être social. Il ne se réalise que par son truchement. Le communisme est la réconciliation de l'individu avec son espèce où, l'homme social produit enfin sa propre histoire. Le capital confirme en quelque sorte la vision communiste, lorsqu'il consomme au sein du procès direct de production la marchandise force de travail, laquelle appartient en exclusivité à l'ouvrier collectif. Dans l'usine, la faculté humaine de créer – réduite à sa simple expression marchande – ne se conçoit et ne peut être utilisée par son détenteur qu'à l'échelle sociale, dans et par la coopération productive sociale.

C'est pour cela que le Principe Démocratique ne parvient véritablement jamais à franchir les portes des usines. Aussi, la démocratie dans son principe présuppose l'équivalence entre les individus (Egalité). L'Egalité est la négation sans dépassement – donc non dialectique – de l'individu ; c'est l'aveu de la nature sociale de l'homme réifié, quantifié et réduit à l'état de simple détenteur de marchandises. Pour le communisme théorique le seul trait commun – quoique dominant et déterminant largement les infinies caractéristiques singulières – des individus, mis à part leur fonctionnement physiologique, c'est l'appartenance à la communauté humaine concrète, aujourd'hui divisée en classes et n'existant qu'au travers des classes antagoniques.

Depuis sa naissance, le capitalisme n'a eu de cesse de ravager toutes les communautés préexistantes, mais il s'est surtout attelé à détruire méthodiquement la communauté qui s'est affirmée à ses dépens : la communauté ouvrière. Une fois ces communautés éliminées en tant qu'ensembles humains indépendants, le capital vise à les recomposer sous la forme de groupements soumis, illusoire, dont il détient seul les liens.

Ayant de la sorte reconstitué sous sa férule, les communautés autrefois hostiles, le capital – s'affirmant comme totalité – afin de les annihiler complètement, les noie par la production de masse, “ industrielle ”, par de nouvelles appartenances non fondées sur la réalité de la division du travail mais basés sur les multiples marchandises matérielles et immatérielles en lesquelles s'incarne et par lesquelles se fabrique l'idéologie dominante.

Le fonctionnement démocratique : la gestion des conflits sociaux

La démocratie engendre un dense appareil juridique ayant pour but de réguler et canaliser les conflits. La limite intrinsèque des luttes de classes, en démocratie, c'est son principe : le libre vote individuel (“ *one man, one vote* ”), en dernière instance, souverain. C'est ce principe qui est à la base de la démocratie et non le mode d'élections (proportionnel, majoritaire, etc.), ni le mode de décision (unanimité, majorité absolue ou relative). Dans l'échelle des “ valeurs ” démocratiques, l'individu et son expression politique achevée, le vote secret, occupent la première place.

Le suffrage universel ¹⁶est conçu comme l'outil absolu de la négation dialectique des luttes qui bouleversent la société civile. En démocratie, le citoyen s'oppose au prolétaire et il en devient le pire ennemi. Afin de parfaire la primauté formelle de l'individu singulier, puis d'accroître l'opposition à ses semblables, la démocratie introduit une séparation ultérieure : celle du pouvoir unitaire entre exécutif, législatif et judiciaire.

Cette séparation, que certains voudraient voir s'appliquer dans la vie des différents organes de la classe en lutte, fige et oppose pensée, délibération et action. Par peur des manipulations “ venues d'ailleurs ”, ils pensent que le simple établissement de règles formelles pourrait efficacement permettre le dépassement de toutes sortes de limites que les luttes rencontrent sur leur route accidentée. Ils se trompent, car seule l'élévation perpétuelle du niveau de conscience des prolétaires combattifs met ces derniers en situation de contrer l'arrêt de la dynamique objective, sans cesse renouvelée, de dépassement, de développement du mouvement réel.

Démocratie ouvrière ?

En créant leurs comités entre février et octobre 1917, les ouvriers russes ont su prendre le contrôle des usines. Peu après, ces mêmes ouvriers, outillés des mêmes comités d'usine, ont, accepté la réapparition des directeurs. Une première interprétation, parfaitement idéaliste et qui fleure bon la comptine pour enfants, voudrait imputer ce revirement des ouvriers insurgés à l'emprise dirigiste des méchants bolcheviks et/ou à l'absence de vote démocratique en leur sein.

Comme si, par l'emploi de quelques petites ruses de bureaucrates, il était possible de tromper les prolétaires révolutionnaires. Une deuxième, la nôtre, en cherche les raisons dans les conditions spécifiques du développement capitaliste en Russie, donc dans le socle économique de la révolution ¹⁷.

Plus près de nous, force est de constater qu'aucun mouvement de résistance élémentaire à l'exploitation en France ne s'est déclenché par un vote. Que ce soient les jeunes OS de Cléon en 1968, les roulants en 1986, les ouvriers de la SNECMA en 1988, ou ceux d'Air France en 1993, aucune de ces luttes n'a démarré par un vote majoritaire.

¹⁶ “ Le suffrage universel est l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel. ” (F. Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, 6ème édition allemande citée par Lénine dans L'Etat et la Révolution)

¹⁷ En 1917, la Russie était un pays capitaliste faible avec une proportion importante du produit social encore fabriqué sur la base de modes de production précapitalistes.

Au contraire, à chaque fois, c'est une minorité décidée qui, en démarrant les hostilités, a su entraîner les autres ouvriers. Que cette minorité se soit formée au moyen de discussions les plus libres, d'efforts d'unification les plus déterminés, d'organisation la plus tenace, c'est aussi une évidence. Que la minorité recule ou sort inéluctablement battue de la poursuite de l'affrontement si le mouvement ne s'étend pas jusqu'à un niveau suffisant, c'est encore une évidence. Que les choix des grévistes puissent s'exprimer aussi par un vote, c'est toujours une évidence.

Mais ce qui reste l'élément central, mis en exergue notamment par le conflit pourtant bien "syndicaliste" des roulants de Paris Nord en 1986, c'est bien cela : après avoir le plus démocratiquement du monde voté en assemblée de ne pas arrêter les trains, lorsqu'ils en virent un quitter la gare conduit par des cadres et protégé par les CRS, ils se précipitèrent sur les voies pour le bloquer.

Bruxelles, Paris 1^{er} novembre 1997.

4. Ouvrir la réflexion sur Auschwitz ou le grand alibi

Avertissement

Le petit texte que nous republions ici a gagné une notoriété sulfureuse, pourtant inversement proportionnelle à l'originalité des thèses qu'il contient. Celui-ci a, en effet, été placé au centre d'une polémique par une cohorte constituée notamment de gauchistes, de "libertaires", de staliniens, tous reconvertis en défenseurs sourcilieux de la mémoire sélective démocratique. Le texte en question serait, si l'on veut bien les croire, l'un des fondements théoriques du "négationnisme". Devant le caractère extravagant d'une telle assertion, il nous est apparu intéressant de le republier afin, comme l'écrivait Marx, de "rendre la honte encore plus honteuse en la livrant à la publicité"¹⁸. L'article, publié en 1960 dans le numéro 11 de la revue *Programme Communiste*¹⁹, se proposait de revenir sur la Seconde Guerre mondiale pour en dénoncer la nature impérialiste, et montrer le caractère hypocrite, au travers du rappel de l'affaire "Joël Brand"²⁰, des lamentations des vainqueurs de la guerre sur le sort réservé aux Juifs à cette époque. Or, critiquer le camp démocratique pour le philistin, familier de la pensée binaire et des logiques formelles, signifie, au mieux, être un allié inconscient et "objectif" du fascisme, au pire un fasciste pur et simple²¹.

"Il n'y a pourtant rien de plus dur, de plus borné, de plus suffisant et cynique que la morale du bon sens!"²² écrivait Trotsky à propos de campagnes calomniatrices de cet acabit, il ajoutait : "On voit, dans les époques de réaction triomphante, M.M. les démocrates, sociaux-démocrates, anarchistes et autres représentants de la gauche, sécréter de la morale en quantité double, de même que les gens transpirent davantage quand ils ont peur"²². Le vieux avait raison.

Auschwitz ou le grand alibi, rappelons-le, ne constituait qu'une prise de position polémique ponctuelle, et ne se voulait aucunement un travail théorique exhaustif sur la Seconde Guerre mondiale et l'extermination des Juifs²³. Par conséquent, nous ne le revendiquons et ne le défendons que pour ce qu'il est, sans lui attribuer un quelconque caractère programmatique. Cet article n'est pas plus le texte fondateur du "révisionnisme" d'ultra-gauche, comme le voudraient ses contempteurs, que la base incontournable d'une réflexion marxiste sur la Seconde Guerre mondiale et l'extermination nazie des minorités "impures". Loin s'en faut. Certaines imprécisions et erreurs, notamment sur la "question juive" et la place des Juifs dans les rapports de production des périodes féodale et capitaliste, l'entachent. Il serait stupide de les passer sous silence au prétexte qu'il faudrait faire bloc sans broncher face à l'ennemi. D'autant plus que ces erreurs ne sont nullement au centre de la polémique déclenchée par ses détracteurs démocrates, qu'elles sont aussi l'expression de la faiblesse de l'analyse théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire sur ces sujets²⁴.

¹⁸ Marx, Critique de la philosophie du droit de Hegel.

¹⁹ Bimestriel du Parti Communiste International.

²⁰ Joël Brand était un responsable sioniste hongrois, à qui les SS proposèrent, en mai 1944 d'aller négocier avec les Anglo-américains, l'échange de 400 000 juifs hongrois contre 10 000 camions.

²¹ Pour une analyse détaillée des mécanismes à l'œuvre dans cette campagne, le lecteur se reportera au chapitre consacré à la reconstitution politique, exposé dans le texte précédent.

²² Trotsky, *Leur morale et la nôtre*, Pauvert.

²³ Les polémiques sur ce texte, notamment le fait qu'il constituerait une des origines "théoriques" de la négation de l'extermination des Juifs, sont d'autant plus loufoques qu'il est justement tout le contraire : *Auschwitz ou le grand alibi* se veut précisément une analyse "marxiste" de cette extermination.

²⁴ L'objet de cette introduction est de souligner les quelques points de l'analyse qui nous semblent particulièrement défailants. Nullement de fournir une réponse exhaustive aux problèmes théoriques soulevés par la "question juive", même si inévitablement nous avons été amenés à l'aborder au cours de ce texte.

Première erreur

“ Du fait de leur histoire antérieure, les juifs se trouvent aujourd’hui essentiellement dans la moyenne et petite-bourgeoisie (...) ” ou encore : “ En Allemagne, les juifs remplissaient les ‘conditions requises’ et étaient les seuls à les remplir : ils étaient presque exclusivement des petits-bourgeois et, dans cette petite bourgeoisie, le seul groupe suffisamment identifiable. Ce n’est que sur eux que la petite bourgeoisie pouvait canaliser la catastrophe. ”

(Auschwitz ou le grand alibi)

Ces propos sont à la fois réducteurs et erronés, autant sur le plan de l’analyse de classe que sur celui de la réalité historique. Le développement de l’antisémitisme en Allemagne est bien antérieur à la crise économique des années 30. Celui-ci se développe, dès le début du siècle, du fait de l’immigration massive des Juifs d’Europe orientale, consécutive à la vague de pogroms des années 1880-81²⁵. Ceux-ci n’étaient pas issus majoritairement de la petite bourgeoisie traditionnelle urbaine (professions libérales, commerçants, etc.) mais essentiellement du prolétariat et de l’artisanat pauvre. Cette émigration forcée, manifestation de la décomposition des rapports sociaux de l’ancienne zone de résidence²⁶, constituait une tentative du pouvoir tsariste de résoudre “ la question sociale ” en favorisant l’expulsion massive des prolétaires et semi-prolétaires juifs, victimes du développement de la grande industrie, laquelle anéantissait une économie séparée largement fondée sur la soumission formelle du travail au capital (manufacture)²⁷.

Face à l’arrivée massive de réfugiés, la réaction xénophobe fut tellement virulente qu’elle se développa au sein même de la bourgeoisie allemande d’origine juive, pour qui cet afflux d’“ orientaux ” provoquait l’antisémitisme auprès des Allemands. De la même façon, cette réaction d’auto-protection fut partagée par la bourgeoisie française d’origine juive, dans les années 30, qui, confrontée à une immigration importante venue d’Allemagne et de Pologne²⁸, alla jusqu’à réclamer des mesures d’expulsion et de répression à l’encontre des gueux du Yiddishland²⁹.

Cette réémergence de l’antisémitisme au cœur de l’Europe dite “ civilisée ”, après les siècles d’acalmie (du XV^e au XVIII^e siècle environ), consécutifs à l’expulsion des Juifs de la plupart des pays de l’Europe

²⁵ “ [...] à partir de 1881, un changement décisif se produisit avec le début d’une série de grands pogroms visant les communautés juives des provinces occidentales de la Russie tsariste. Un exode massif de Juifs en provenance du territoire russo-polonais — dont la plupart voulaient gagner l’Allemagne — s’amorça. Sur les 2 750 000 Juifs qui quittèrent l’Europe de l’Est pour émigrer outre-mer entre 1881 et 1914, une fraction importante traversa l’Allemagne pour gagner principalement les ports de Brême et Hambourg ; un petit nombre resta dans le pays. ... Pendant la même période, un nombre plus élevé de Juifs de Galicie et de Roumanie se fixèrent en Autriche, en particulier à Vienne. En 1900, 7 % des Juifs d’Allemagne étaient des *Ostjuden*, la proportion des Juifs d’Europe de l’Est atteignant 19,1 % en 1925 et 19,8 % en 1933. De plus, leur concentration dans les grandes villes progressait plus vite que l’urbanisation des Juifs d’Allemagne. ”

(Saul Friedländer, *L’Allemagne nazie et les juifs – Les années de persécution, 1933-1939*, Le Seuil, 1997)

²⁶ La zone de résidence (*tchertz ossiedlosti*), créée par un édit de Catherine II de Russie en 1794, était le territoire alloué aux Juifs par le tsarisme, en dehors duquel ils n’avaient pas le droit de se déplacer. Ce territoire s’étendait de la Baltique à la Mer Noire et de Smolensk à Byalystock. Lors du recensement de 1897, on y dénombrait 5 125 000 Juifs (1 016 346 dans le royaume de Pologne, 1 192 232 en Ukraine occidentale, 729 780 en Biélorussie, 715 676 en Lituanie).

²⁷ “ L’ouvrier juif [à la fin du XIX^e siècle NDLR], reste marqué par son origine artisanale. Il n’a pas désespéré de devenir (ou de redevenir) artisan, ou même — qui sait ? — petit patron. Mais l’artisanat, qui constitue le groupe majoritaire de la population active juive, est moribond. Le mouvement migratoire l’indique bien : 43,1 % des émigrants juifs sont artisans. L’étroitesse du marché (due notamment à la pauvreté des paysans, qui constituent 74,3 % de la population non juive) et la concurrence que lui fait la fabrique signe l’arrêt de mort de cette couche sociale.”

(Nathan Weinstock, *Histoire du mouvement ouvrier juif en Europe*, tome III, La Découverte, 1986)

²⁸ “ Entre les deux guerres mondiales, la population immigrée juive d’Europe orientale à Paris — dont le nombre est impossible à évaluer avec précision — devait s’élever à 90 000 personnes, pour moitié en provenance de Pologne. Dans les années 30, les Juifs d’Europe Orientale étaient devenus majoritaires au sein de la communauté. ”

(Nathan Weinstock, *op. cit.*)

²⁹ En ces temps de procès Papon organisé par les prétendus gardiens de la “ mémoire ”, il est important de rappeler que sur les 75 000 Juifs déportés de France, 50 000 étaient des prolétaires et semi-prolétaires “ étrangers ” dont 24 000 Juifs polonais. Ceux-ci furent déportés grâce à la complicité d’une partie des notables juifs français : “ (...) ils [les notables NDLR] coopérèrent avec les autorités françaises, qui étaient disposés à livrer leurs Juifs étrangers pour sauver les Juifs français (...). Quarante pour cent au moins des Juifs étrangers qui se trouvaient alors en France moururent dans les camps de l’Est alors que dix pour cent ‘seulement’ des Juifs français y périrent ”.

(Arno Mayer, *La solution finale dans l’Histoire*, La Découverte, 1990)

occidentale, s'amplifia après la première guerre mondiale avec le traumatisme gigantesque induit par les destructions et les morts innombrables, et surtout la menace "rouge" incarnée, pour la première fois dans l'histoire de la lutte des classes, par l'existence d'un jeune Etat révolutionnaire. Après les équivalences infamantes, apparues à l'époque féodale, assimilant le Juif à l'usurier, au commerçant avide et rapace (le Shylock du *Marchand de Venise*), l'ère des guerres et des révolutions engendraient le fantasme du Juif révolutionnaire, apatride, cosmopolite ou même, les antisémites n'ayant pas peur de la contradiction, du capitaliste profiteuse de guerre, buveur du sang aryen ³⁰.

Dans les années 30, en Allemagne, la croyance selon laquelle les Allemands d'origine juive ³¹ auraient, d'une part, fait partie, dans leur grande majorité, des couches moyennes non salariées et, d'autre part, "contrôlé" le capital non industriel (capital commercial et capital financier) était universellement partagée ³². La première allégation sur l'appartenance majoritaire des Juifs allemands aux classes moyennes traditionnelles apparaît plus "réaliste" et mérite donc d'être prise au sérieux et passée au crible de l'analyse concrète.

Si en 1933, les Allemands d'origine juive "collaient" davantage au postulat des idéologues du "peuple-classe" ³³ que leurs homologues des autres pays, cette affirmation est en partie démentie par les données de leur appartenance sociale. A cette époque, d'après l'historien Abraham Barkai, "*Plus de 60 % des Juifs bénéficiant d'un emploi rémunéré étaient concentrés dans le secteur commercial et, à une majorité écrasante, dans le commerce de détail. De même, les Juifs des secteurs de l'industrie et de l'artisanat étaient le plus souvent propriétaires de petites entreprises et magasins ou artisans.*" ³⁴. En se fondant sur ces estimations, on déduit aisément qu'au moins un tiers environ des Allemands d'origine juive ayant un emploi n'étaient pas des petits commerçants ou des artisans. De plus, travailler dans le secteur commercial n'implique pas nécessairement la qualité de petit propriétaire, les statistiques livrées par Arno Mayer montrant même que 50 % des commerçants et des artisans juifs n'étaient pas propriétaires de leur entreprise, ce qui signifie qu'ils

³⁰ L'Eglise catholique a apporté une contribution originale à l'antisémitisme contemporain en réalisant une sorte de syncrétisme entre l'antijudaïsme médiéval et la judéophobie moderne. Un exemple entre mille, la prise de position en 1936 du cardinal Augustyn Hlond, nouveau primat de Pologne, dans une lettre pastorale qui fixait l'attitude de l'Eglise polonaise à l'égard des Juifs : "*C'est un fait avéré que les Juifs combattent l'Eglise catholique, ils sont libres-penseurs et constituent l'avant-garde de l'athéisme, du bolchevisme et de la révolution. [...] Il est également vrai qu'ils commettent des escroqueries, pratiquent l'usure et sont mêlés à la traite des blanches. Il est exact que, dans les écoles, la jeunesse juive a une influence pernicieuse, d'un point de vue éthique et religieux... On fera bien de préférer faire commerce avec les gens de sa propre race et d'éviter les magasins juifs et les éventaires juifs sur les marchés ...*"

³¹ En 1925, sous la République de Weimar, l'Allemagne comptait 550 000 Juifs soit 1 % de la population totale.

³² Cette deuxième allégation est tellement stupide qu'elle ne nécessite aucun développement critique majeur. Les nazis reprochaient aux Juifs un rôle exorbitant dans les "sociétés d'économie de guerre" (organisations d'approvisionnement en matières premières et en vivres), cette situation expliquant "l'invasion juive" de l'économie allemande. Le général nazi Erich Ludendorff écrit dans ses *Mémoires* : "*Les profiteurs de guerre furent d'abord et surtout des Juifs. Ils acquièrent une influence prépondérante dans les 'sociétés d'économie de guerre' [...] qui leur permit de s'enrichir aux dépens du peuple allemand et de s'emparer de l'économie allemande, afin d'accomplir l'un de leurs objectifs, qui était de 'donner le pouvoir au peuple juif' ...*". Hitler, quant à lui, dans *Mein Kampf*, martelait : "*Les bureaux étaient bondés de juifs. Presque tous les secrétaires étaient juifs, et tout juif secrétaire. [...] La situation était encore plus mauvaise du point de vue économique. Le peuple juif était réellement devenu 'indispensable'. L'araignée commençait à sucer doucement le sang du peuple allemand. Par le biais des 'sociétés d'économie de guerre', on avait trouvé l'instrument grâce auquel on pouvait, peu à peu, en finir avec l'indépendance économique de la nation.*" Or, seulement 10 % des directeurs des sociétés d'économie de guerre étaient d'origine juive...

³³ Les fondements théoriques de l'analyse des Juifs comme relevant, du fait de leur histoire de la petite bourgeoisie et des couches intermédiaires, vient directement du livre d'Abraham Léon : *La conception matérialiste de la question juive*. Dans cet ouvrage, l'auteur revient sur l'histoire des communautés juives depuis l'Antiquité gréco-romaine et leur place dans les rapports de production jusqu'à l'époque capitaliste. A partir de cette vaste et érudite investigation historique, Abraham Léon forge le concept de "peuple-classe" pour rendre compte de la surreprésentation des Juifs dans les couches intermédiaires des sociétés de classe qui se sont succédé. S'il n'est pas dans notre propos de nous livrer à une critique exhaustive du livre, vu la période historique immense qu'il embrasse, on peut affirmer catégoriquement en tout cas que ce concept — dans l'hypothèse où il aurait pu s'appliquer à la situation des Juifs dans les sociétés précapitalistes, ce qui est douteux — n'est plus pertinent pour la période contemporaine. Dès le XVIII^e siècle, la différenciation sociale est bien marquée dans les populations juives de l'Est de l'Europe. Elles se manifeste par des vagues de luttes de classe dont les protagonistes sont les artisans et les éléments plébéiens (lesquels constituent entre un quart et un tiers de la population) et l'oligarchie patricienne qui dirigeait les communautés, constituée de riches marchands. Ces derniers, pour écraser les révoltes, eurent plus d'une fois recours aux féodaux polonais et lituaniens.

³⁴ *From Boycott to Annihilation : The Economic Struggle of German Jews – 1933-1943*, Hanovre, 1989.

étaient des travailleurs salariés ³⁵. Pour la Hongrie, la situation des Juifs à cette époque est encore plus différenciée ³⁶.

Deuxième erreur

Une autre idée sujette à réfutation est celle qui veut que l'extermination des Juifs par le nazisme et, plus généralement, le racisme soient le fruit et le produit d'une lutte interne à la petite bourgeoisie ³⁷. Dans *Auschwitz ou le grand alibi*, on peut lire : “ *Harcelée par le capital, la petite bourgeoisie allemande a donc jeté les Juifs aux loups pour alléger son traîneau et se sauver. ... c'est la petite bourgeoisie elle-même qui se*

³⁵ “ Près des trois quart de la population juive active vivaient du commerce et de l'artisanat (parfois dans de petits ateliers), des professions libérales et de la banque, alors que ces professions ne représentaient qu'un quart de la population active chez les non-juifs. Ils étaient surreprésentés dans le commerce et l'artisanat, notamment dans les secteurs des biens de consommation. Plus de la moitié y exploitaient leur propre entreprise et parmi ces petits patrons les trois quarts travaillaient dans le commerce de détail. Dans ce secteur, et tout particulièrement dans les ateliers de textile et de confection, la majorité d'entre eux étaient ouvriers-proprétaires, ou encore employés dans de petites ou moyennes entreprises. ”

(Arno Mayer, *op. cit.*)

³⁶ Les chiffres ci-dessous, relatifs à la population active en 1910 de chacun des deux ensembles (Juifs et non-juifs) sont tirés du livre de François Fejtö, *Hongrois et Juifs*, Balland, 1997, pondérés par ceux tirés du livre de M. Molnar, *Le communisme Hongrois*, Presses nationales de la fondation des sciences politiques, 1987.

Activité	Sources Fejtö		Non-juifs		Sources Molnar Total Hongrie	
	%	milliers	%	milliers	%	milliers
Grands et moyens propriétaires		2 300		2 700		5 000
Fermiers		2 500				66 000
Paysans		25 000				3 700
						000
Ouvriers agricoles		12 000				2 246
						800
Total Agriculture	8,9	41 800	66,4	5 976	60	6 017
				000		800
Patrons	1	5 000	0,67	61 000		66 000
Ingénieurs plus Divers		66 000				
Employés qualifiés		15 000				
Employés non-qualifiés		30 000				
Ouvriers non-qualifiés		15 000				
Ouvriers		30 000				
Total Industrie	34,5	161 800	16,2	1 450	18	1 612
				800		600
Petite bourgeoisie	21,3	100 000	1,7	153 000	2,67	253 000
Employés qualifiés		25 000				
Employés non-qualifiés		53 200				
Total Commerce, banque et artisanat	38	178 200	1,9	171 000		
Enseignants, divers		11 400		178 000		
Professions libérales		20 000		20 000		
Total Intellectuels	6,7	31 400	2,2	198 000		
Total Autres	8,9	38 600	13,3	155 000	22	
TOTAL GENERAL	100	469 000	100	9 000	100	9 469
				000		000
soit :						
Ouvriers et employés d'industrie	19,1	90 000	4	365 000	5	475 000

³⁷ “ N'importe quel petit bourgeois enragé ne pouvait devenir Hitler, mais une partie d'Hitler est contenu dans chaque petit bourgeois. ”

(Léon Trotsky, *Qu'est-ce que le national-socialisme ?*, 10 juin 1933 in *Comment vaincre le fascisme*, éd. de la Passion)

chargeait de cette liquidation [des Juifs NDLR] ”et encore : “ *Le racisme est et sera la réaction de la petite bourgeoisie au grand capital* ” 38.

On prête ici à une partie des classes intermédiaires la réalisation concrète de l’extermination. C’est une absurdité manifeste qui en sous-tend une autre : celle qui voudrait que le parti nazi, théoricien et inlassable organisateur de l’anéantissement des minorités “ impures ”, n’était pas une expression politique bourgeoise moderne, mais le représentant d’une fraction sociale condamnée et “ harcelée ” par le capital lui-même. Si tel était le cas, comment aurait-il pu accéder au pouvoir ? Un instant d’inattention ou de faiblesse des classes dominantes peut-être.... Ne plaisantons pas. La petite bourgeoisie, et notamment sa fraction “ traditionnelle ” composée de non-salariés, n’a aucune chance de pouvoir accéder aux commandes de l’exécutif politique de l’Etat capitaliste moderne. Dans les situations de lutte de classes aiguë, elle se cantonne à fournir quelques troupes de choc au bloc social réactionnaire, ou alors, beaucoup plus rarement, elle rallie le prolétariat révolutionnaire dans son combat politique contre les classes dominantes. En 1933, en Allemagne, les masses petites bourgeoises soutenaient passivement l’antisémitisme d’Etat nazi, parfois y prenaient partie activement. Le plus souvent elles demeuraient indifférentes 39. A ce propos, il est intéressant de renvoyer le lecteur à l’ouvrage essentiel de Saul Friedländer 40. On peut y lire :

“ *Si la plus grande partie de la société allemande a été pleinement consciente, longtemps avant la guerre, de la férocité toujours croissante des mesures prises à l’encontre des juifs, elle n’a opposé que des désaccords mineurs (et encore étaient-ils presque entièrement dus à des motifs économiques et religieux). Il semble cependant que les Allemands dans leur majorité, bien qu’indiscutablement dominés par maintes formes d’antisémitisme traditionnel et acceptant sans problème la ségrégation des juifs, aient été réticents aux déchaînements de violence à leur égard et n’aient pas appelé à leur expulsion du Reich ou leur anéantissement physique. Après l’attaque contre l’Union soviétique, lorsque l’extermination totale fut décidée, les dizaines de milliers d’Allemands ordinaires’ (à distinguer, entre autres, des unités SS hautement motivées) qui participèrent activement aux tueries n’agirent pas différemment des tout aussi nombreux et tout aussi ‘ordinaires’ Autrichiens, Roumains, Ukrainiens, Baltes et autres Européens qui coopérèrent si volontiers à l’entreprise de meurtre. Néanmoins, consciemment ou à leur insu, les exécuteurs allemands et autrichiens avaient subi l’endoctrinement de la propagande anti-juive incessante du régime qui investissait les moindres strates de la société, et dont ils intériorisèrent, au moins en partie, les slogans, surtout au moment de la guerre à l’Est.”*

38 Ce constat n’est pas propre aux auteurs de *Programme Communiste*. Abraham Léon, lui aussi, victime de sa théorie du “ peuple-classe ” explique tout par une concurrence interne à la petite bourgeoisie : “ *La catastrophe économique de 1929 rendit la situation des masses petites bourgeoises sans issue. L’encombrement dans le petit commerce, l’artisanat, les professions intellectuelles, prit des proportions inaccoutumées. Le petit bourgeois considérait avec une hostilité croissante son concurrent juif dont l’habileté professionnelle, résultat des siècles de pratique, lui permettait souvent de traverser avec plus de bonheur les ‘temps difficiles’.* L’antisémitisme trouva même l’oreille des larges couches d’ouvriers artisanaux, depuis toujours sous l’influence de la petite bourgeoisie. Il est donc faux d’accuser le grand capital d’avoir fait naître l’antisémitisme. Le grand capital ne fit que se servir de l’antisémitisme élémentaire des masses petites bourgeoises. Il en fit une pièce maîtresse de l’idéologie fasciste. Par le mythe du ‘capitalisme juif’, le grand capital essaya de monopoliser à son profit la haine anticapitaliste des masses. La possibilité réelle [souligné par nous] d’une agitation contre les capitalistes juifs existait par le fait de l’antagonisme entre le capital monopolisateur et le capital spéculatif-commercial qu’était principalement le capital juif. ”

(Abraham Léon, *La conception matérialiste de la question juive*, EDI, 1980)

Ailleurs, dans le même ouvrage, Abraham Léon propose à nouveau une explication de la base sociale du racisme anti-juif en Allemagne dans les années 30 qui est pleinement conforme à la citation proposée plus haut : “ *Le caractère principalement commercial et artisanal du judaïsme, héritage d’un long passé historique, en fait l’ennemi numéro un de la petite bourgeoisie sur le marché intérieur. C’est donc le caractère petit bourgeois du judaïsme qui le rend si odieux à la petite bourgeoisie.... le passé historique du judaïsme exerce une influence déterminante sur sa composition sociale actuelle...* ”.

39 “ Je me souviens de l’atmosphère du 20 janvier 1933, au moment où Hitler prit le pouvoir. Nous savions qui était Hitler. Mais nul ne savait ce que signifiait Hitler, et j’ai l’impression que les nazis eux mêmes, au cours des premières années au moins, n’ont pas imaginé, même en rêve, ce qui se concrétiserait plus tard à Auschwitz. Bien sûr, nous avons peur des bandes nazies qui parcouraient les rues et faisaient régner la terreur avec leurs slogans ‘Juifs dehors’, ‘sang juif’, etc. En même temps, le jour de 1933 où le boycott juif fut proclamé, pas une vitrine de magasin juif ne fut brisée. Les SA et SS mettaient en garde ceux qui voulaient acheter chez les Juifs, mais ils n’ont saccagé aucun magasin. Tant que les autorités ne donnèrent pas l’ordre explicite d’exécuter la ‘nuit de Cristal’ (1938), il n’y eut de la part des gens du peuple aucune action violente contre les Juifs. ”

(Yechayahou Leibowitz, *Israël et judaïsme : ma part de vérité*, Desclée de Brouwer, 1993)

40 Saul Friedländer, *op. cit.*

Pour Arno Mayer, même “ *s’il est incontestable que l’antisémitisme fut un facteur idéologique important pour cimenter les factions rivales du mouvement nazi [souligné par nous NDLR], il est non moins certain qu’il ne constituait pas un élément majeur ou décisif du programme électoral qui fit le succès d’Hitler. Ce n’est pas sur l’antisémitisme, mais bien sur une combinaison d’anticommunisme et d’ultra-nationalisme que s’édifia, dans la société civile et politique, la collaboration contre nature entre nazisme et conservatisme. En ce tournant de l’histoire que furent les années 1932-1933 la ‘question juive’ ne se trouvait pas au centre de leurs préoccupations communes.* ” ⁴¹ Les camps d’extermination n’ont pas de commune mesure avec la hargne du petit commerçant allemand qui aboie avec les SA lors de la Nuit de cristal.

Troisième erreur

“ *Il arrive parfois que les ouvriers eux-mêmes donnent dans le racisme. C’est lorsque menacés de chômage massif, ils tentent de le concentrer sur certains groupes: Italiens, Polonais ou autres ‘métèques’, ‘bicots’, nègres, etc. Mais dans le prolétariat ces poussées n’ont lieu qu’aux pires moments de démoralisation, et ne durent pas. Dès qu’il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi: il est une classe homogène qui a une perspective et une mission historiques.* ”

(Auschwitz ou le grand alibi)

Premièrement, ce tableau idyllique d’un prolétariat par nature étranger au racisme (hormis aux pires moments) est un conte pour enfant. Celui-ci est malheureusement démenti par la réalité ⁴² la plus élémentaire (voir la base sociale du FN) qui veut qu’à l’époque de la dictature du capital, la concurrence entre ouvriers, caractéristique centrale permanente — s’aggravant lors des crises — de la domination de la classe bourgeoise, prenne aussi la forme de la lutte “ raciale ” ⁴³.

En Allemagne, certaines couches ouvrières ont été touchées par la peste antisémite, y compris celles qui étaient influencées par les partis de gauche, en particulier stalinien ⁴⁴.

Deuxièmement, la phrase fait preuve d’un optimisme béat qui ne soutient pas la moindre confrontation avec la réalité et, de surcroît, elle n’est pas vraiment de mise ces temps ci. De plus, les auteurs ne nous révéleront pas davantage ce qui fait passer la classe de l’état de non-lutte, écartelée par le racisme, à celui de lutte “ pure ”, où le racisme aura miraculeusement disparu.

Quatrième erreur

Terminons la liste de nos critiques en nous attaquant à l’essentiel de la démonstration. On lit dans *Auschwitz ou le grand alibi* : “ *... le capitalisme allemand ... a étendu la liquidation des Juifs à toute l’Europe centrale.* ”

En gros, après avoir conquis l’Etat par l’intermédiaire du parti nazi, pour nos apprentis historiens bordiguistes, la petite bourgeoisie aurait en quelque sorte utilisé l’appareil capitaliste pour une extermination programmée des Juifs (!!!).

⁴¹ Arno Mayer, *op cit.*

⁴² Il n’est pas dans notre intention, ici, de polémiquer avec *Programme Communiste*. Nous ne pouvons cependant pas ignorer que les nombreuses méprises contenues dans *Auschwitz ou le grand alibi* ne relèvent pas entièrement du hasard, mais de la sclérose idéologique fondée sur le refus “ principal ” de passer la théorie au crible de l’analyse concrète, puis de la validation pratique. Ce positionnement a transformé les groupes bordiguistes — et avec eux tous ceux qui se sont évertués à “ proclamer ” l’existence du parti sans la classe — en sectes.

⁴³ La Pologne, à la fin du siècle dernier et pendant les années 20 et 30, a vu se déployer un antisémitisme d’origine populaire, voire ouvrière, expression directe de la concurrence sur le marché du travail entre un prolétariat juif chassé d’entreprises artisanales en décrépitude et des ouvriers polonais soucieux de préserver leurs emplois et de bénéficier de la préférence nationale à l’embauche : “ [A la fin du siècle], pour pénétrer dans les usines, notamment à Lodz et à Bialystok [Pologne], les ouvriers [juifs] durent recourir à la force, à la fois contre les employeurs et contre les travailleurs non-Juifs. ... A Bialystok, 72 % des ouvriers sont juifs [employés surtout dans les petites entreprises textiles non mécanisées]. Pour 98 fabriques, on note 825 ouvriers chrétiens et 2054 ouvriers juifs. ”

(Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund*, Austral, 1995)

⁴⁴ “ [...] alors qu’on dénombre encore six Juifs parmi les soixante-quatre députés communistes au Reichstag en 1924, en 1932, il n’en reste aucun. Les communistes n’hésitaient d’ailleurs pas à utiliser des slogans antisémites s’ils les savaient propres à rameuter des électeurs. ”

(Saul Friedländer, *op. cit.*)

Comme le note fort à propos Saul Friedländer : “ *Les crimes commis par le régime nazi ne découlèrent pas d’une accélération imprévisible, involontaire et désordonnée d’événements fortuits, mais ne furent pas non plus la concrétisation d’un scénario diabolique prédéterminé. Ils résultèrent d’une convergence de facteurs, d’une interaction entre l’intention et la contingence, entre les causes perceptibles et le hasard. Les objectifs idéologiques généraux et les décisions tactiques se renforcèrent mutuellement, favorisant des initiatives toujours plus radicales.* ” 45

Si la “ solution finale ” a été longuement préparée par le parti nazi et ses idéologues, elle n’était nullement inéluctable, tout au moins sous la forme qu’elle a prise à partir de l’année 1942 46, ni absolument nécessaire au “ capitalisme allemand ” 47. Comme on le sait, la première forme de la “ solution finale ” signifiait l’émigration ou le transfert des Juifs hors de l’espace allemand 48. La fonction idéologique de la propagande antijuive comme antibolchévique était de définir une ligne de démarcation entre ce qui était pur et impur et de pouvoir constituer ce qu’Hitler appelait la *Volksgemeinschaft*, à savoir : “ *la réelle communauté du travail, l’union de tous les intérêts, l’élimination de la citoyenneté (Bürgertum) individuelle et la création d’une masse dynamique unie et organisée* ” 49. C’est grâce à la répression anti-juive, à l’exil forcé, à l’épuration multiforme que, dès 1935, Ley 50 pouvait affirmer : “ *Nous sommes le premier pays d’Europe qui ait surmonté la lutte des classes* ” 51. Comme l’explique D. Schoenbaum : “ *Sous le national-socialisme, le facteur déterminant du statut ne devait être ni la classe, ni la formation, ni la profession, mais la commune appartenance au peuple allemand ou à la ‘race’ germanique.* ” 52

L’exclusion, la déportation et l’extermination des Juifs permettaient à la “ communauté allemande ” reconstruite par les nazis de se constituer et d’avoir une réalité d’autant plus effective que les ennemis antinationaux étaient systématiquement éliminés. La “ race ” existait puisqu’elle pouvait être “ purifiée ” 53. Ce même type d’argumentation peut expliquer l’autonomisation relative de ce que certains auteurs ont appelé “ l’Etat SS ” qui, dès 1943, lorsqu’il devint évident que l’Allemagne allait perdre la guerre, a intensifié la politique d’extermination en dépit de toute exigence économique et de toute logique militaire 54.

45 Saul Friedländer, *op. cit.*

46 “ En soulignant l’action décisive de Hitler et de son idéologie sur l’évolution du régime, je ne sous-entend nullement qu’Auschwitz fut le résultat inévitable de l’accession d’Hitler au pouvoir. La politique anti-juive des années 30 demande à être replacée dans son contexte. La démente attention avec laquelle Hitler scruta l’horizon politique, en quête d’initiatives anti-juives toujours plus radicales, n’est pas la preuve de l’existence d’un plan préétabli d’extermination totale dans les années qui précédèrent l’invasion allemande de l’Union soviétique. ”

(Saul Friedländer, *op. cit.*)

47 Rappelons au passage que le capitalisme, en tant que rapport social de production universel, n’est pas plus “ allemand ” que “ français ”, “ américain ”, etc., ni doté d’une quelconque capacité de “ décision ”.

48 Entre 1933 et 1937, sur un total de 525000 Allemands d’origine juive, environ 130000 quitteront le pays avec l’aval et le franc “ encouragement ” des autorités nazi. in *Dix leçons sur le nazisme, 20 février 1942, le protocole de Wannsee*, sous la direction de A. Grosser, éd. Complexe.

49 cité in D. Schoenbaum, *La révolution brune*, Robert Laffont.

50 Robert Ley : responsable en chef du Front du Travail, organisme de l’état nazi chargé de remplacer les syndicats.

51 cité in D. Schoenbaum, *op. cit.* p 91.

52 cité in D. Schoenbaum, *op. cit.* p 85.

53 La “ nécessité ” du juif pour définir le “ peuple allemand ” et pour éduquer ce dernier à sa propre “ mission historique ” est clairement évoquée par Achim Gercke, spécialiste es antisémitisme au ministère de l’Intérieur : “ *La communauté nationale tout entière est éclairée sur la question juive ; elle apprend que la communauté nationale est une communauté de sang ; pour la première fois, elle comprend ce qu’est la réflexion sur la race et, au lieu d’aborder la question juive sous un angle trop théorique, elle est placée devant une solution concrète.* ”

(*Die Lösung der Judenfrage in Nationalsozialistische Monatshefte*, mai 1933)

54 “ La concomitance de l’expropriation économique et de l’expulsion des Juifs d’Allemagne et des territoires sous contrôle allemand resta la caractéristique de *cette étape* [1937-39 NDRL] de la politique nazie jusqu’au déclenchement de la guerre. Ensuite, après une période d’hésitation d’environ deux ans, une autre ‘logique’ se dessina, qui, elle, ne devait rien à la rationalité économique [souligné par nous]. ”

(Saul Friedländer, *op. cit.*)

De même, la simple détermination économique ne peut expliquer ni la résistance désespérée des nazis et d’une grande partie de la population de la ville dans Berlin en flammes, ni le développement de l’extermination de masse par les SS à partir de 1942.

Deux types d'explication peuvent néanmoins être avancés. L'une tient à l'idéologie armée (idéologie comme force matérielle) de l'Etat nazi ⁵⁵ qui faisait des masses "impures" le ciment du "peuple aryen".

L'autre relève de l'atténuation du pouvoir de détermination économique de la formation capitaliste allemande sur son propre Etat et sa politique, à la suite des défaites militaires et de la dislocation de l'appareil productif. Affirmer cela ne revient pas à remettre en cause le déterminisme marxiste. Il s'agit, au contraire, de percevoir et d'estimer le plus exactement possible la signification de l'extermination de masse. Si les camps de concentration répondaient à une "rationalité" économique ⁵⁶ et militaire (travail forcé, incarcération des secteurs de la population potentiellement "dangereux", outil de terreur vis-à-vis des prolétaires "en liberté", etc.), le fait qu'ils étaient aussi des camps de la mort programmée ne relevait en aucune manière de la "nécessité" économique ou militaire : *"Mais il faut néanmoins souligner que jusqu'à la fin de 1944, l'assassinat des Juifs fut inséparable des efforts désespérés que la politique et l'économie allemandes déployaient pour continuer le combat jusqu'au bout. Ces deux tendances incompatibles — contre les Juifs, pour l'effort de guerre — acquièrent leur dynamique propre et relativement autonome."* ⁵⁷

Si le capitalisme a fourni le cadre (les cadres aussi...) ⁵⁸ et les moyens d'une telle exaction, si les modes de production fondés sur l'oppression de classe débouchent inévitablement, et de tous temps, sur des massacres de masse, il serait erroné d'exagérer le rôle de la détermination économique pour trouver une explication rationnelle exhaustive à la Solution finale. Comme nous l'avons écrit plus haut, c'est probablement parce que tout était perdu pour les nazis, parce que l'Etat allemand partait à toute vitesse en lambeaux que les secteurs les plus "radicaux" de l'appareil politique et militaire nazi, occupant ce qui restait encore debout des organes répressifs de l'Etat, ont pu traduire l'obsession de leur Chef en millions de morts exécutés.

Les hommes sont prisonniers de leurs idées, et, peuvent, parfois, les incarner et les appliquer sans limitations aucune, l'espace d'une courte saison. Au risque de paraître quelque peu hermétiques, nous dirons que la Solution finale, dans sa phase la plus bestiale, est une des manifestations possibles (nécessaires si l'on tient compte de son encombrante réalité) de l'autonomie que l'Economie concède au Politique et au Militaire.

C'est dans ce cadre extrêmement étroit que nous pouvons affirmer que l'extermination des Juifs opérée par les nazis est à la fois unique, dans son déroulement spécifique, et reproductible, du fait des mécanismes et des rapports sociaux propres à la société capitaliste ⁵⁹.

⁵⁵ "On identifie sans peine les facteurs qui ont forgé le contexte historique général du génocide, qui ont inspiré les méthodes, déterminé l'ampleur de la Solution finale, favorisé ce climat propre à frayer la voie de l'extermination. Il suffit de mentionner la radicalisation idéologique nourrie d'un nationalisme fervent et l'antimarxisme forcené qui marquaient les dernières décennies du 19^e siècle et atteignirent leur paroxysme après la Grande Guerre, la Révolution russe et le bolchevisme, mais aussi de rappeler la dimension nouvelle de ces tueries massives due à 'l'industrialisation' du conflit, à l'emprise technologique et bureaucratique des sociétés modernes, ajoutés à d'autres facteurs de la modernité proprement dite. Or, si ces conditions préparèrent le terrain au génocide et au nazisme — et, à ce titre, sont une part fondamentale de cette histoire —, elles n'expliquent pas à elles seules comment les nazis ont pu passer de la persécution des juifs à l'extermination. "

(Saul Friedländer, *op. cit.*)

⁵⁶ "Les déportations de populations juives sont intimement liées à la volonté d'accélérer et d'accroître la production de guerre en recrutant des travailleurs étrangers et en remplissant de forçats les camps de concentration. (...) L'enfermement des Juifs dans les ghettos et leur déportation dans les camps relevaient, eux aussi, de la volonté politique d'accroître l'effort de guerre. Puisqu'on manquait cruellement de main d'œuvre, non seulement les SS, mais surtout Speer, Göring et des industriels importants étaient bien décidés à mettre au travail ces Juifs "parasites". "

(Arno Mayer, *op. cit.*)

⁵⁷ Arno Mayer, *op. cit.*

⁵⁸ "IG Farben, qui occupait une place centrale dans l'activité économique d'Auschwitz, offre un exemple type de la complicité imperturbable qui impliquait la grande industrie, et notamment ses cadres supérieurs, dans les pires atrocités du III^e Reich. A la fin de la guerre, IG Farben représentait en Allemagne 50% au moins de l'ensemble du secteur chimique, dont presque toute la production était essentielle du point de vue militaire. Entre 1939 et 1944, le personnel employé par la firme augmenta de près de 50%, et ses bénéfices bruts s'accrurent d'autant. Durant cette période, IG Farben construisit de nouvelles usines, qui déplacèrent le centre de son activité de la Rhénanie aux régions plus orientales. Ce géant de la chimie et de l'industrie pharmaceutique devint un des plus gros employeurs de prisonniers de guerre, d'étrangers amenés de tout le continent au travail forcé et de détenus des camps de concentration. (...). Le complexe d'Auschwitz reflétait toutes ses tendances. Il fut bientôt le plus important de tous les centres de production que la firme avait installés à l'est. Au printemps 1944, il 'employait' entre 27 000 et 30 000 ouvriers. "

(Arno Mayer, *op. cit.*)

⁵⁹ "Les persécutions et les exterminations des nazis furent perpétrées par des gens ordinaires qui vécurent et agirent au sein d'une société moderne nullement différente à la notre. Cette société dont ils étaient issus a créé les méthodes et les instruments nécessaires

Conclusion

Ces critiques — si sévères qu’elles puissent être sur certains points — n’invalident cependant pas le sens général de l’analyse politique d’*Auschwitz ou le grand alibi*. Le scandale majeur que constitue ce texte pour les Torquemada de la démocratie, réside dans la dénonciation du caractère impérialiste de la Seconde Guerre mondiale, de la co-responsabilité de toutes les factions bourgeoises dans le massacre des Juifs ⁶⁰ et de l’immonde propension des Tartuffe à “ *Utiliser les cadavres des victimes du capital pour essayer de cacher la vérité (...) Faire servir ces cadavres à la protection du capital c’est bien la plus infâme façon de les exploiter jusqu’au bout.* ” (*Auschwitz ou le grand alibi*)

Bruxelles, Paris le 25 décembre 1997

à leur dessein. Mais le régime, l’idéologie et la culture politique qui définirent les buts de ces entreprises n’avaient, eux, rien d’ordinaire. Ce sont les rapports entre l’exceptionnel et le banal, la fusion des potentialités destructrices largement partagées d’un monde qui est encore le nôtre avec la fureur très particulière du plan apocalyptique des nazis contre l’ennemi mortel, le juif, qui confèrent à la fois sa signification universelle et sa singularité historique à la Solution finale de la question juive. ” ⁵⁹
(Saul Friedländer, *op. cit.*)

⁶⁰ Y compris sionistes, sous la forme notamment de sa branche dite révisionniste. Celle-ci s’est développée, dans les années 20 à partir de Vilno et essaimé jusqu’en Pologne sous la férule de son Führer Jabotinsky. La base sociale du sionisme-révisionniste était la petite bourgeoisie juive aisée, laquelle n’hésitait pas à singer les mouvements fascistes : défilés paramilitaires en chemises brunes au cri de “ *l’Allemagne à Hitler, l’Italie à Mussolini et la Palestine à nous* ”, violences de rue, idéologie du sang et du sol (*blut und boden*). Ce mouvement a participé, en Pologne dans les années 30 à la répression du mouvement ouvrier juif, avant de collaborer ouvertement tant avec les fascistes italiens (Jabotinsky était un grand admirateur de Mussolini) qu’avec les nazis. En 1938, le Bétar, l’organisation paramilitaire des sionistes-révisionnistes, défilait à Berlin aux côtés de la *Hitlerjugend*. Fascistes et sionistes se retrouvaient à l’époque d’accord pour estimer que les Juifs n’avaient plus rien à faire en Europe et qu’une des solutions de la question juive était l’immigration en Palestine. Les héritiers directs de cette forme originale de “ judéo-nazisme ”, selon la propre définition de Yachayahou Leibowitz, sont aujourd’hui au pouvoir en Israël. Ce dernier caractérise très bien la nature de la politique de l’Etat sioniste : “ *Quand la nation (dans le langage nazi, la ‘race’) et la puissance de l’Etat sont érigées en valeurs suprêmes, il n’existe plus aucun frein aux actes des hommes. Cette mentalité se répand, même chez nous. Nous nous comportons déjà dans les territoires occupés de la rive ouest du Jourdain, dans la bande de Gaza et au Liban, comme se sont comportés les nazis dans les territoires occupés de Tchécoslovaquie et de l’Ouest. Nous n’avons pas de camps d’extermination comme ils l’ont fait à l’Est. Voilà où nous en sommes, avec cette seule différence comme ce qui nous distingue des nazis !* ”
(Yachayahou Leibowitz, *op. cit.*)

Le Prolétaire (bimensuel du parti communiste international [programme communiste]) Supplément au n° 276, [1979] qui reproduit, avec une introduction, un article, intitulé Auschwitz ou le grand alibi, qu'il avait publié en 1960

5. Auschwitz ou le grand alibi

Nous réimprimons dans cette brochure un article publié en 1960 dans le numéro 11 de notre revue Programme Communiste. A l'époque aussi, nous avions à faire face à une vaste campagne "anti-antisémite", et il fallait dénoncer son hypocrisie et son cynisme. L'objet réel de ces campagnes lancées périodiquement par les Etats et les partis "démocratiques", n'a en effet pas grand chose à voir avec ce qui semble être leur cause immédiate et n'est que leur prétexte.

Ainsi, en Novembre 1978, l'interview de l'ex-commissaire aux questions juives Darquier de Pellepoix a donné lieu à une énorme campagne de mobilisation de la fameuse opinion publique. Tous les partis ont foncé tête baissée dans une campagne de critique du racisme et d'éloge de la démocratie, une campagne qui vise évidemment à l'autojustification et à l'autoglorification de la démocratie bourgeoise, mais qui a aussi des objectifs beaucoup plus précis et spécifiques, que nous essayeront de dégager ici en dépassant la simple fureur devant le cynisme de cette campagne.

Ce qui frappe avant tout, c'est en effet l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont en eux mêmes responsables des souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de six millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons démonte la mystification de cette affirmation. Il met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des "idées", mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste et les antagonismes sociaux qu'il engendre. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile.

Les massacres de la démocratie bourgeoise

L'hypocrisie démocratique a d'ailleurs une autre face, encore plus répugnante si possible: elle ne s'indigne que des massacres et des "crimes de guerre" perpétrés par l'autre. Les Alliés couvrent de l'indignation devant les chambres à gaz, les massacres de Dresde-Hambourg qui ont fait des centaines de milliers de morts en une seule nuit de bombardement "classique", et les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki qui ont exterminé des centaines de milliers d'"innocents" en quelques secondes. Il est impossible de dresser ici le bilan terrifiant des massacres commis par la démocratie bourgeoise parmi les masses exploitées et opprimées du monde entier. Mais, face au déchaînement de l'autosatisfaction française, depuis les représentants de l'Etat capitaliste jusqu'aux représentants du social-chauvinisme pseudo-ouvrier, il faut tout de même rappeler quelques hauts faits de la fille aînée de la démocratie.

Sans même remonter jusqu'à la traite des Noirs qui a été au 18e siècle une des grosses sources de l'essor de la bourgeoisie française, il faut dire que depuis un siècle et demi la démocratie française repose sur son empire colonial. Et qui dit empire colonial dit guerres de conquête, pillages et massacres, guerre permanente pour maintenir sa domination. La simple construction du port de Dakar entre les deux guerres aurait coûté quelques 150.000 vies humaines. En 1945, en pleine euphorie de la "démocratie reconquise", la répression d'une révolte dans la région de Sétif fait 45.000 morts. En 1946, 80.000 Malgaches payent de leur vie le peu d'enthousiasme que leur inspire l'Union Française. La guerre d'Indochine, la "nôtre", commence en 1946 aussi; combien de morts causera-t-elle? Ces répressions là sont particulièrement instructives: non seulement les "camarades-ministres" du PCF siégeaient au gouvernement qu'ils n'ont pas quitté pour si peu (Tillon était même ministre de l'air lorsque les avions français mitraillaient les portes de Sétif!), mais le PCF dénonçait ceux qui se dressaient contre la domination française comme des "provocateurs fascistes"...

Faut-il continuer? Evidemment, la guerre d'Algérie n'a fait que un million de morts... Est-ce pour cela que ses crimes sont "couverts par la prescription"? Les "camps de regroupement", le passage des mechtas au napalm, les "corvées de bois", la gégène, les villas algéroises transformées en centres de tortures spécialisées, ne sont-ils pas de hauts faits de notre "armée patriotique"? Si les petits capitaines tortionnaires de l'époque ont été promus depuis au rang de colonels chargés d'aller mater, sous prétexte humanitaire, des révoltes mettant en danger les intérêts français, n'est-ce pas que la démocratie est inséparable de la répression coloniale? aujourd'hui encore, la grande démocratie française n'intervient-elle pas quotidiennement en Afrique, directement ou par personne interposée, pour noyer dans le sang toute révolte contre l'ordre impérialiste? N'est-elle pas le plus grand marchand de canons après les USA et l'URSS, et un des piliers de tous les régimes racistes et réactionnaires?

Décidément, la démocratie française doit une belle chandelle à Darquier qui lui permet de se refaire une virginité, de cacher la réalité de l'impérialisme sous un flot de verbiage antiraciste, humaniste et démocratique, et de détourner la colère du prolétariat et des masses opprimées de la cause réelle des massacres, les rapports capitalistes de production et l'Etat qui les défend. Merci, bouc émissaire! S'il ne se présentait pas de lui-même il faudrait l'inventer.

En réalité, des boucs de ce genre, il s'en présente tous les jours, et si on en fait un tel plat aujourd'hui, ce n'est pas seulement pour les raisons générales de la glorification du rationalisme bourgeois, de la société bourgeoise, de sa démocratie et de son Etat. Aujourd'hui, la campagne anti-antisémite a aussi des objectifs plus particuliers, l'un d'ordre international l'autre plus directement français.

La "Défense des Droits de l'Homme"

Cette campagne s'insère en effet dans la grande campagne internationale lancée par les USA pour la "Défense des Droits de l'Homme", drapeau traditionnel de l'agressivité de l'impérialisme américain. Il est clair que la propagande contre l'antisémitisme est dirigée en bonne partie contre l'URSS. Et il n'est peut-être pas inutile de dire quelques mots de l'antisémitisme en URSS.

Pour les idéologues bourgeois, l'existence de l'antisémitisme en URSS est profondément satisfaisante, et leur indignation est hypocrite. Ils admettent en effet que c'est le socialisme qui règne en Russie, et ils en tirent la conclusion que la haine des juifs est un caractère universel de la "nature humaine", indépendant des conditions économiques, sociales et historiques. Ils déclarent donc que le socialisme n'est pas capable de résoudre la "question juive", et qu'il a fait faillite. On retrouve un point de vue analogue à propos de

l'oppression de la femme, des minorités nationales, etc. La version "gauchiste" de cette position revient à dire que "le socialisme ne suffit pas" pour résoudre ces problèmes, mais que en plus il faut la démocratie, la liberté, etc. Toutes ces élucubrations sont évidemment anéanties par le fait qu'il n'y a pas de socialisme en URSS, comme nous l'avons montré à maintes reprises. Après la révolution d'Octobre, la dictature du prolétariat a certes mené une offensive vigoureuse contre l'antisémitisme, mais elle a d'autant moins pu modifier en quelques années de vieilles habitudes sociales, que l'état des forces productives en Russie ne lui permettait pas de "passer au socialisme". La contre-révolution stalinienne a non seulement détruit la dictature du prolétariat, mais, en promouvant le développement accéléré du capitalisme, elle a approfondi des antagonismes sociaux qui, en l'absence d'une force de classe, se traduisent entre autres par l'antisémitisme. Peu à peu, l'Etat Russe s'est lancé dans l'antisémitisme, à la fois comme dérivatif classique au mécontentement populaire et pour des raisons de stratégie internationale. Mais si cet antisémitisme a pu prendre, ce n'est pas seulement parce qu'il s'appuyait sur le vieil antisémitisme paysan. C'est surtout parce qu'il exprimait parfaitement l'arrivisme et le carriérisme, la course aux bonnes places et aux privilèges dans l'appareil politique et économique de l'Etat, dans la superstructure scientifique, artistique et littéraire; parce qu'il était une arme à la fois traditionnelle et commode dans la concurrence acharnée qui règne dans ces milieux. en l'absence d'une telle concurrence, aucun machiavélisme ne peut fabriquer un racisme quelconque. Il est évident que l'indignation américaine devant l'antisémitisme russe est une hypocrisie. Les Russes n'avaient que trop beau jeu de renvoyer la balle en évoquant la question noire. Mais la défense des juifs, la défense de la Liberté et de l'Egalité (chez l'autre...) est un instrument de la propagande américaine, un slogan autour duquel elle essaie de rallier et de mobiliser les forces de son camp dans la perspective d'un nouveau conflit impérialiste. Faut-il s'étonner si même l'extrême droite française se découvre une horreur du racisme et un amour de la liberté?

Le rideau de fumée de la campagne actuelle

Enfin, il faut voir les causes françaises immédiates des clameurs contre l'antisémitisme. Ce n'est certes pas par hasard qu'elles prennent une telle ampleur en ce moment dans un pays où plusieurs millions d'immigrés, privés de tous droits, soumis à une répression policière continue, sont traités comme des bêtes à produire dans les grands bagnes industriels "nationaux", parqués sous surveillance dans des dortoirs ou des foyers casernes, sauvagement matraqués dès qu'ils font mine de se révolter. La bourgeoisie peut bien faire semblant de réprouver officiellement le racisme et les exactions "privées" dont ils sont victimes, elle l'entretient soigneusement en fait en plaçant délibérément les travailleurs immigrés dans une condition de catégorie inférieure, parce qu'elle en a besoin pour les terroriser et diviser la classe ouvrière. Quant aux directions syndicales et aux partis de "gauche" qui se proclament aussi anti-racistes qu'on voudra, ils sont encore plus hypocrites, puisqu'ils admettent et défendent en réalité les mesures prises par l'Etat pour placer les immigrés dans une situation d'infériorité, et qui constituent la base objective des manifestations racistes, comme le contrôle de l'immigration, la carte de travail, l'absence de tout droit, etc.; pire, ils s'empressent de saboter toute lutte résolue menée par des travailleurs immigrés (cf. la lutte Sonacotra), et ils devancent les campagnes bourgeoises en défendant - chef d'oeuvre d'hypocrisie le "droit de retourner au pays" lorsque l'Etat ferme les frontières et s'apprête à chasser les immigrés par centaines de milliers!

Quel meilleur rideau de fumée, lorsqu'on surexploite, qu'on parque et qu'on terrorise plusieurs millions d'immigrés, qu'une campagne contre le racisme et l'antisémitisme? En particulier, quel meilleur rideau de fumée lorsqu'après les avoir aspiré dans une période faste pour leur faire suer des bénéfices supplémentaires, on cherche aujourd'hui à en chasser une bonne partie? La lettre de l'Expansion du 23.10.78 rapporte ouvertement que le gouvernement est en train de se demander combien de centaines de milliers de cartes de travail il faudra ne pas renouveler en 1979, d'autant que selon un ministre, "une partie importante de l'opinion publique n'y serait pas hostile". L'actuelle campagne idéologique sert aussi de préparation et de couverture à cette opération. Racistes, nous? Vous n'y pensez pas: regardez un peu comme nous condamnons les antisémites, comme nous sommes démocratiques, comme nous respectons les Droits de l'Homme et du Citoyen, nous menons une lutte farouche contre le racisme, ralliez-vous tous à nos principes d'Egalité. Et tous ensemble nous pourrions "démocratiquement" chasser une partie des étrangers, de ces gens à qui nous reconnaissons le droit d'être nos égaux... chez eux.

Cette tentative de rendre d'avance les ouvriers "nationaux" solidaires de l'Etat bourgeois face à leurs frères de classe qui sont nés ailleurs, qui ont une peau de couleur différente et qui parlent une autre langue, et cela avec la complicité de toutes les forces qui se placent sur le terrain bourgeois de l'intérêt national, cette tentative doit être combattue sous tous les angles et par tous les moyens. Entre autres aussi en combattant l'anti-antisémitisme bourgeois, en dénonçant et en démolissant son infâme hypocrisie. C'est la raison qui nous a poussé à réimprimer l'article [de 1960] qui suit.

AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI

La presse de gauche vient de montrer de nouveau que le racisme et en fait essentiellement l'antisémitisme, constitue en quelque sorte le Grand Alibi de l'antifasciste: il est son drapeau favori et en même temps son dernier refuge dans la discussion. Qui résiste à l'évocation des camps d'extermination et des fours crématoires? Qui ne s'incline devant les six millions de juifs assassinés? Qui ne frémit devant le sadisme des nazis? Pourtant c'est là une des plus scandaleuse mystifications de l'antifascisme, et nous devons la démonter.

Une récente affiche du M.R.A.P. [(1)] attribue au nazisme la responsabilité de la mort de 50 millions d'êtres humains dont 6 millions de juifs. Cette position, identique au "fascisme-facteur-de-guerre" des soi-disant communistes, est une position typiquement bourgeoise. Refusant de voir dans le capitalisme lui même la cause des crises et des cataclysmes qui ravagent périodiquement le monde, les idéologues bourgeois et réformistes ont toujours prétendu les expliquer par la méchanceté des uns ou des autres. On voit ici l'identité fondamentale des idéologies (si l'on ose dire) fascistes et antifascistes: toutes les deux proclament que ce sont les pensées, les idées, les volontés des groupes humains qui déterminent les phénomènes sociaux. Contre ces idéologies, que nous appelons bourgeoises parce que ce sont des idéologies de défense du capitalisme, contre tous ces "idéalistes" passés, présents et futurs, le marxisme a démontré que ce sont au contraire les rapports sociaux qui déterminent les mouvements d'idéologies.

C'est là la base même du marxisme, et pour se rendre compte à quel point nos prétendus marxistes l'ont renié il suffit de voir que chez eux tout est passé dans l'idée: le colonialisme, l'impérialisme, le capitalisme lui-même, ne sont plus que des états mentaux. Et du coup tous les maux dont souffre l'humanité sont dus à de méchants fauteurs: fauteurs de misère, fauteurs d'oppression, fauteurs de guerre, etc.

Le marxisme a démontré qu'au contraire la misère, l'oppression, les guerres et les destructions, bien loin d'être des anomalies dues à des volontés délibérées et maléfiques, font partie du fonctionnement "normal" du capitalisme. Ceci s'applique en particulier aux guerres de l'époque impérialiste. Et il y a là un point que nous développerons un peu plus, à cause de l'importance qu'il représente pour notre sujet: c'est celui de la destruction.

Lors même que nos bourgeois ou réformistes reconnaissent que les guerres impérialistes sont dues à des conflits d'intérêts, ils restent bien en deçà d'une compréhension du capitalisme. On le voit à leur incompréhension du sens de la destruction. Pour eux, le but de la guerre est la Victoire, et les destructions d'hommes et d'installations faites chez l'adversaire ne sont que des moyens pour atteindre ce but. A tel point que des innocents prévoient des guerres faites à coup de sonnifères! Nous avons montré qu'au contraire la destruction était le but principal de la guerre. Les rivalités impérialistes qui sont la cause immédiate des guerres, ne sont elles mêmes que la conséquence de la surproduction toujours croissante. La production capitaliste est en effet obligée de s'emballer à cause de la chute du taux du profit et la crise naît de la nécessité d'accroître sans cesse la production et de l'impossibilité d'écouler les produits. La guerre est la solution capitaliste de la crise; la destruction massive d'installations, de moyens de production et de produits permet à la production de redémarrer, et la destruction massive d'hommes remédie à la "surpopulation" périodique qui va de pair avec la surproduction. Il faut être un illuminé petit bourgeois pour croire que les conflits impérialistes pourraient se régler tout aussi bien à la belote ou autour d'une table ronde et que ces énormes destructions et la mort de dizaines de millions d'hommes ne sont dues qu'à l'obstination des uns, la méchanceté des autres et la cupidité des derniers.

En 1844, déjà, Marx reprochait aux économistes bourgeois de considérer la cupidité comme innée au lieu de l'expliquer, et montrait pourquoi les cupides étaient obligés d'être cupides. C'est aussi dès 1844 que le marxisme a montré quelles étaient les causes de la "surpopulation". "La demande d'hommes règle nécessairement la production d'hommes, comme celle de n'importe quelle marchandise. Si l'offre dépasse largement la demande une partie des travailleurs tombe dans la mendicité ou meurt de faim" écrit Marx. Et Engels: "Il n'y a surpopulation que là où il y a trop de forces productives en général" et "... (nous avons vu) que la propriété privée a fait de l'homme une marchandise dont la production et la destruction ne dépendait que de la demande, que la concurrence a égorgé et égorge ainsi chaque jour des millions d'hommes..." [(2)] La dernière guerre impérialiste, loin d'infirmier le marxisme et de justifier sa "remise à jour" a confirmé l'exactitude de nos explications.

Il était nécessaire de rappeler ces points avant de nous occuper de l'extermination des juifs. Celle-ci, en effet, a eu lieu non pas à un moment quelconque, mais en pleine crise et guerre impérialistes. C'est donc à l'intérieur de cette gigantesque entreprise de destruction qu'il faut l'expliquer. Le problème se trouve de ce fait éclairci; nous n'avons plus à nous expliquer le "nihilisme destructeur" des nazis, mais pourquoi la destruction s'est concentrée en partie sur les juifs. Sur ce point aussi, nazis et antifascistes sont d'accord: c'est le racisme, la haine des juifs, c'est une "passion", libre et farouche, qui a causé la mort des juifs. Mais nous marxistes, savons qu'il n'y a pas de passion sociale libre, que rien n'est plus déterminé que ces grands mouvements de haine collective. Nous allons voir que l'étude de l'antisémitisme de l'époque impérialiste ne fait qu'illustrer cette vérité.

C'est à dessein que nous disons: l'antisémitisme de l'époque impérialiste, car si les idéalistes de tous poils, des nazis aux théoriciens "juifs", considèrent que la haine des juifs est la même dans tous les temps et en tous lieux, nous savons qu'il n'en est rien.

L'antisémitisme de l'époque actuelle est totalement différent de celui de l'époque féodale. [(3)]

Nous ne pouvons développer ici l'histoire des juifs, que le marxisme a entièrement expliquée. Nous savons pourquoi la société féodale a maintenu les juifs comme tels; nous savons que si les bourgeoisies fortes, celles qui ont pu faire tôt leur révolution politique (Angleterre, Etats-Unis, France), ont presque entièrement assimilé leurs juifs, les bourgeoisies faibles n'ont pu le faire. Nous n'avons pas à expliquer ici la survivance des "juifs", mais l'antisémitisme de l'époque impérialiste. Et il ne sera pas difficile de l'expliquer si, au lieu de nous occuper de la nature des juifs ou des antisémites, nous considérons leur place dans la société.

Du fait de leur histoire antérieure, les juifs se trouvent aujourd'hui essentiellement dans la moyenne et petite bourgeoisie. Or cette classe est condamnée par l'avance irrésistible de la concentration du capital. C'est ce qui nous explique qu'elle soit à la source de l'antisémitisme, qui n'est comme l'a dit Engels, "rien d'autre qu'une réaction de couches sociales féodales, vouées à disparaître, contre la société moderne qui se compose essentiellement de capitalistes et de salariés. Il ne sert donc que des objectifs réactionnaires sous un voile prétendument socialiste".

L'Allemagne de l'entre-deux-guerres nous montre cette situation à un stade particulièrement aigu. Ebranlé par la guerre, la poussée révolutionnaire de 1918-28, toujours menacé par la lutte du prolétariat, le capitalisme allemand subit profondément la crise mondiale d'après-guerre. Alors que les bourgeoisies victorieuses plus fortes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France), furent relativement peu touchées, et surmontèrent facilement la crise de "réadaptation de l'économie à la paix", le capitalisme allemand tomba dans un marasme complet. Et ce sont peut-être les petites et moyennes bourgeoisies qui en pâtirent le plus, comme dans toutes les crises qui conduisent à la prolétarianisation des classes moyennes et à une concentration accrue du capital par l'élimination d'une partie des petites et moyennes entreprises. Mais ici la situation était telle que les petits bourgeois ruinés, faillis, saisis, liquidés, ne pouvaient même pas tomber dans le prolétariat, lui même durement touché par le chômage (7 millions de chômeurs au paroxysme de la crise): ils tombaient donc directement à l'état de mendiants, condamnés à mourir de faim dès que leurs réserves étaient épuisées. C'est en réaction à cette menace terrible que la petite bourgeoisie a "inventé" l'antisémitisme. Non pas tant, comme disent les métaphysiciens, pour expliquer les malheurs qui la frappaient, que pour tenter de s'en préserver en les concentrant sur un de ses groupes. A l'horrible pression économique, à la menace de destruction diffuse qui rendaient incertaine l'existence de chacun de ses membres, la petite bourgeoisie a réagi en sacrifiant une de ses parties, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres. L'antisémitisme ne provient pas plus d'un "plan machiavélique" que "d'idées perverses": il résulte directement de la contrainte économique. La haine des juifs, loin d'être la raison a priori de leur destruction, n'est que l'expression de ce désir de délimiter et de concentrer sur eux la destruction. Il arrive parfois que les ouvriers eux-mêmes donnent dans le racisme. C'est lorsque menacés de chômage massif, ils tentent de le concentrer sur certains groupes: Italiens, Polonais ou autres "métèques", "bicots", nègres, etc. Mais dans le prolétariat ces poussées

n'ont lieu qu'aux pires moments de démoralisation, et ne durent pas. Dès qu'il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi: il est une classe homogène qui a une perspective et une mission historiques.

La petite bourgeoisie, par contre, est une classe condamnée. Et du coup elle est condamnée aussi à ne pouvoir rien comprendre, à être incapable de lutter: elle ne peut que se débattre aveuglément dans la presse qui la broie. Le racisme n'est pas une aberration de l'esprit: il est et sera la réaction petite-bourgeoise à la pression du grand capital. Le choix de la "race", c'est-à-dire du groupe sur lequel on essaie de concentrer la destruction, dépend évidemment des circonstances. En Allemagne, les juifs remplissaient les "conditions requises" et étaient les seuls à les remplir: ils étaient presque exclusivement des petits-bourgeois, et, dans cette petite bourgeoisie, le seul groupe suffisamment identifiable. Ce n'est que sur eux que la petite bourgeoisie pouvait canaliser la catastrophe.

Il était en effet nécessaire que l'identification ne présentât pas de difficulté: il fallait pouvoir définir exactement qui serait détruit et qui serait épargné. De là ce décompte des grands-parents baptisés qui, en contradiction flagrante avec les théories de la race et du sang, suffirait à en démontrer l'incohérence. Mais il s'agissait bien de logique! Le démocrate qui se contente de démontrer l'absurdité et l'ignominie du racisme passe comme d'habitude à côté de la question.

Harcelée par le capital, la petite bourgeoisie allemande a donc jeté les juifs aux loups pour alléger son traîneau et se sauver. Bien sûr, pas de façon consciente, mais c'était cela le sens de sa haine des juifs et de la satisfaction que lui donnait la fermeture et le pillage des magasins juifs. On pourrait dire que le grand capital de son côté était ravi de l'aubaine: il pouvait liquider une partie de la petite bourgeoisie avec l'accord de la petite bourgeoisie; mieux, c'est la petite bourgeoisie elle-même qui se chargeait de cette liquidation. Mais cette façon "personnalisée" de présenter le capital n'est qu'une mauvaise image: pas plus que la petite bourgeoisie, le capitalisme ne sait ce qu'il fait. Il subit la contrainte économique immédiate et suit passivement les lignes de moindre résistance.

Nous n'avons pas parlé du prolétariat allemand. C'est parce qu'il n'est pas intervenu directement dans cette affaire. Il avait été battu et, bien entendu, la liquidation des juifs n'a pu être réalisée qu'après sa défaite. Mais les forces sociales qui ont conduit à cette liquidation existaient avant la défaite du prolétariat. Elle leur a seulement permis de se "réaliser" en laissant les mains libres au capitalisme.

C'est alors qu'a commencé la liquidation économique des juifs: expropriation sous toutes les formes, éviction des professions libérales, de l'administration, etc. Peu à peu, les juifs étaient privés de tout moyen d'existence: ils vivaient sur les réserves qu'ils avaient pu sauver. Pendant toute cette période qui va jusqu'à la veille de la guerre, la politique des nazis envers les juifs tient en deux mots: Juden Raus! juifs, dehors! On chercha par tous les moyens à favoriser l'émigration des juifs. Mais si les nazis ne cherchaient qu'à se débarrasser des juifs dont ils ne savaient que faire, si les juifs de leur côté ne demandaient qu'à s'en aller d'Allemagne, personne ailleurs ne voulait les laisser entrer. Et ceci n'est pas étonnant, car personne ne pouvait les laisser entrer: il n'y avait pas un pays capable d'absorber et de faire vivre quelques millions de petits bourgeois ruinés. Seule une faible partie de juifs a pu partir. La plupart sont restés, malgré eux et malgré les nazis. Suspendus en l'air en quelque sorte.

La guerre impérialiste a aggravé la situation à la fois quantitativement et qualitativement. Quantitativement, parce que le capitalisme allemand, obligé de réduire la petite bourgeoisie pour concentrer entre ses mains le capital européen, a étendu la liquidation des juifs à toute l'Europe Centrale. L'antisémitisme avait fait ses preuves; il n'y avait qu'à continuer. Cela répondait d'ailleurs à l'antisémitisme indigène de l'Europe Centrale, bien que celui-ci fût plus complexe (un horrible mélange d'antisémitisme féodal et petit-bourgeois, dans l'analyse duquel nous ne pouvons entrer ici).

En même temps la situation s'est aggravée qualitativement. Les conditions de vies étaient rendues plus dures par la guerre; les réserves des juifs fondaient; ils étaient condamnés à mourir de faim sous peu.

En temps "normal", et lorsqu'il s'agit d'un petit nombre, le capitalisme peut laisser crever tout seuls les hommes qu'il rejette du processus de production. Mais il lui était impossible de le faire en pleine guerre et pour des millions d'hommes: un tel "désordre" aurait tout paralysé. Il fallait que le capitalisme organise leur mort.

Il ne les a d'ailleurs pas tués tout de suite. Pour commencer, il les a retirés de la circulation, il les a regroupés, concentrés. Et il les a fait travailler en les sous-alimentant, c'est-à-dire en les surexploitant à mort. Tuer l'homme au travail est une vieille méthode du capital. Marx écrivait en 1844: "Pour être menée avec succès, la lutte industrielle exige de nombreuses armées qu'on peut concentrer en un point et décimer copieusement." Il fallait bien que ces gens subviennent aux frais de leur vie, tant qu'ils vivaient, et à ceux de leur mort ensuite. Et qu'ils produisent de la plus-value aussi longtemps qu'ils en étaient capables. Car le capitalisme ne peut exécuter les hommes qu'il a condamnés, s'il ne retire du profit de cette mise-à-mort elle-même.

Mais l'homme est coriace. Même réduits à l'état de squelettes, ceux-là ne crevaient pas assez vite. Il fallait massacrer ceux qui en pouvaient plus travailler, puis ceux dont on n'avait plus besoin parce que les avatars de la guerre rendaient leur force de travail inutilisable.

Le capitalisme allemand s'est d'ailleurs mal résigné à l'assassinat pur et simple. Non certes par humanitarisme, mais parce qu'il ne rapportait rien. C'est ainsi qu'est née la mission de Joel Brand dont nous parlerons parce qu'elle met bien en lumière la responsabilité du capitalisme mondial [(4)]. Joel Brand était un des dirigeants d'une organisation semi-clandestine des juifs hongrois. Cette organisation cherchait à sauver des juifs par tous les moyens: cachettes, émigration clandestine, et aussi corruption de SS. Les SS du Juden-Kommando toléraient ces organisations qu'ils essayaient plus ou moins d'utiliser comme "auxiliaires" pour les opérations de ramassage et de tri.

En avril 1944, Joel Brand fut convoqué au Judenkommando de Budapest pour y rencontrer Eichmann, qui était le chef de la section juive des SS. Et Eichmann, avec l'accord de Himmler, le chargea de la mission suivante: aller chez les Anglo-Américains pour négocier la vente d'un million de juifs. Les SS demandaient en échange 10.000 camions, mais étaient prêts à tous les marchandages, tant sur la nature que sur la quantité des marchandises. Ils proposaient de plus la livraison de 100.000 juifs dès réception de l'accord, pour montrer leur bonne foi. C'était une affaire sérieuse.

Malheureusement, si l'offre existait, il n'y avait pas de demande! Non seulement les juifs, mais les SS aussi s'étaient laissés prendre à la propagande humanitaire des alliés! Les Alliés n'en voulaient pas, de ce million de juifs! Pas pour 10.000 camions, pas pour 5 000, même pas pour rien.

Nous ne pouvons entrer dans le détail des mésaventures de Joel Brand. Il partit par la Turquie et se débattit dans les prisons anglaises du Proche-Orient. Les Alliés refusaient de "prendre cette affaire au sérieux", faisaient tout pour l'étouffer et le discréditer. Finalement

Joel Brand rencontra au Caire Lord Moyne, ministre d'Etat Britannique pour le Proche-Orient. Il le supplie d'obtenir au moins un accord écrit, quitte à ne pas le tenir: ça ferait toujours 100 000 vies sauvées:

" - Et quel serait le nombre total?

- Eichmann a parlé d'un million.

- Comment imaginez-vous une chose pareille, Mister Brand? Que ferai-je de ce million de juifs? Où les mettrai-je? Qui les accueillera?

- Si la terre n'a plus de place pour nous, il ne nous reste plus qu'à nous laisser exterminer" [(5)] dit Brand désespéré.

Les SS ont été plus lents à comprendre: ils croyaient eux aux idéaux de l'Occident! Après l'échec de la mission de Joel Brand et au milieu des exterminations, ils essayèrent encore de vendre des juifs au Joint [(6)], versant même un "acompte" de 1.700 juifs en Suisse. Mais à part eux personne ne tenait à conclure cette affaire.

Joel Brand, lui, avait compris ou presque. Il avait compris où en était la situation, mais pas pourquoi il en était ainsi. Ce n'est pas la terre qui n'avait plus de place, mais la société capitaliste. Et pour eux, non parce que juifs, mais parce que rejetés du processus de production, inutiles à la production.

Lord Moyne fut assassiné par deux terroristes juifs, et J. Brand apprit plus tard qu'il avait souvent compatit au destin tragique des juifs.

"Sa politique lui était dictée par l'administration inhumaine de Londres." Mais Brand n'a pas compris que cette administration n'est que l'administration du capital et que c'est le capital qui est inhumain. Et le capital ne savait pas que faire de ces gens. Il n'a même pas su quoi faire des rares survivants, ces "personnes déplacées" qu'on ne savait où replacer.

Les juifs survivants ont réussi finalement à se faire une place. Par la force, et en profitant de la conjoncture internationale, l'Etat d'Israel a été formé. Mais cela même n'a pu être possible qu'en "déplaçant" d'autres populations: des centaines de milliers de réfugiés arabes traînent depuis lors leur existence inutile (au capital!) dans les camps d'hébergement. [(7)]

Nous avons vu comment le capitalisme a condamné des millions d'hommes à mort en les rejetant de la production. Nous avons vu comment il les a massacrés tout en leur extrayant toute la plus-value possible. Il nous reste à voir comment il les exploite encore après leur mort elle-même.

Ce sont d'abord les impérialistes du camp allié qui s'en sont servis pour justifier leur guerre et justifier après leur victoire le traitement infâme infligé au peuple allemand. Comme on s'est précipité sur les camps et les cadavres, promenant partout d'horribles photos et clamant: voyez quels salauds sont ces Boches! Comme nous avons raison de les combattre! Et comme nous avons raison maintenant de leur faire passer le goût du pain! Quand on pense aux crimes innombrables de l'impérialisme; quand on pense par exemple qu'au moment même (1945) où nos Thorez chantaient leur victoire sur le fascisme, 45.000 Algériens (provocateurs fascistes!) tombaient sous les coups de la répression; quand on pense que c'est le capitalisme mondial qui est responsable des massacres, l'ignoble cynisme de cette satisfaction hypocrite donne vraiment la nausée.

En même temps tous nos bons démocrates antifascistes se sont jetés sur les cadavres des juifs. Et depuis ils les agitent sous le nez du prolétariat. Pour lui faire sentir l'infamie du capitalisme? Non, au contraire: pour lui faire apprécier par contraste la vraie démocratie, le vrai progrès, le bien-être dont il jouit dans la société capitaliste! Les horreurs de la mort capitaliste doivent faire oublier au prolétariat les horreurs de la vie capitaliste et le fait que les deux sont indissolublement liés! Les expériences des médecins SS doivent faire oublier que le capitalisme expérimente au grand les produits cancérigènes, les effets de l'alcoolisme sur l'hérédité, la radio-activité des bombes "démocratiques". Si on montre les abat-jour en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé l'homme vivant en abat-jour. Les montagnes de cheveux, les dents en or, le corps de l'homme mort devenu marchandise doivent faire oublier que le capitalisme a fait de l'homme vivant une marchandise. C'est le travail, la vie même de l'homme, que le capitalisme a transformé en marchandise. C'est cela la source de tous les maux. Utiliser les cadavres des victimes du capital pour essayer de cacher la vérité, faire servir ces cadavres à la protection du capital c'est bien la plus infâme façon de les exploiter jusqu'au bout. [...]

Notes

[(1)] Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix.

[(2)] Citations tirées des manuscrits de 1844.

[(3)] : Le commerce, et surtout le commerce de l'argent était étranger au schéma fondamental de la société féodale, et rejeté sur des gens en dehors de cette société, généralement les juifs. L'ostracisme qui les frappait traduisait la tentative du féodalisme de maintenir ces activités dont il ne pouvait déjà plus se passer en marge de la société. Mais le commerce et l'usure étaient les formes primaires du capital: la haine des juifs exprimait de façon mystifiée et inadéquate la résistance que les classes de la société féodale, du paysans au hobereau en passant par l'artisan des guildes et le clergé, opposaient au développement irrésistible du mercantilisme qui dissolvait leur ordre social. Même après l'essor du capitalisme productif et de la grande industrie la tradition "populaire" petite-bourgeoise a souvent continué à identifier le juif et le Capital.

[(4)] Voir: L'Histoire de Joel Brand, par Alex Weissberg: Editions du Seuil.

[(5)] : In L'Histoire de Joel Brand, op. cit.

[(6)] : Joint Jewish Committee, Organisation des juifs américains.

[(7)] L'objet de l'article n'était évidemment pas la question de l'Etat d'Israel et le problème palestinien en général. Ici non plus il n'est pas question de les traiter, mais on peut ajouter quelques remarques. Le mouvement communiste a toujours condamné le sionisme comme une fausse solution bourgeoise du "problème juif", un problème qui en réalité n'est pas un problème national mais un problème social; et il a montré qu'un Etat juif en Palestine ne pouvait être qu'un instrument de la domination impérialiste au Moyen-Orient. C'est ce qu'affirme en particulier l'Internationale Communiste dans les années 1920 et l'évolution intérieure n'a fait que confirmer notre position. Le triomphe de la contre-révolution, l'écrasement international du prolétariat et son absence de la scène historique en tant que force indépendante pendant des décennies, ont permis à l'impérialisme de faire travailler à ses propres fins jusqu'à ses propres victimes, les rescapés des exterminations. L'Etat qui devait soi-disant éliminer l'antisémitisme, la discrimination et l'oppression raciale, non seulement n'a pas réglé la "question juive" à l'échelle mondiale, mais est lui-même fondé sur la discrimination et l'oppression raciale et religieuse. Il n'est même pas un état national au sens moderne, bourgeois, c'est-à-dire fondé

sur l'égalité juridique de tous les citoyens, mais un Etat colonial. A tel point qu'il a pu reprendre telles quelles contre les Arabes les lois discriminatoires que le colonialisme anglais avait édictées entre autre contre les juifs. Ce que l'impérialisme a obtenu, c'est que quelques millions de ses victimes identifient la défense de leur survie avec la défense de cet Etat colonial et racial, tête de pont de l'impérialisme US et gendarme régional pour le compte de la Sainte Alliance impérialiste. Il est vrai que la constitution de l'Etat d'Israel a aussi contribué à révolutionner l'aire arabe: mais a contrario, comme le font toujours la pénétration et l'oppression capitaliste. Les masses palestiniennes, expropriées et dispersées en grande partie dans toute la région, y jouent un rôle de ferment révolutionnaire. La coalition contre-révolutionnaire qui va des Etats Arabes les plus réactionnaires à l'Etat hébreu, capitaliste et impérialiste, et englobe au fur et à mesure les Etats les plus "progressistes", et le poids énorme de l'impérialisme mondial, soumettent ces masses à une oppression et à une répression féroces. A travers un long et douloureux chemin, ces masses voient se fermer toutes les solutions nationales et bourgeoises, elles sont poussées à se dresser contre tout le système des Etats en place et tout l'équilibre maintenu par l'impérialisme. Elles constituent l'élément moteur de la lutte de classe au Moyen-Orient qui devra s'intégrer à la lutte du prolétariat mondial.

“ Ainsi, Kautsky était convaincu que l’épisode fasciste serait suivi d’un ‘retour à la normale’, à une démocratie abstraite toujours plus socialiste qui parachèverait les réformes amorcées à la glorieuse époque de la participation des socialistes au gouvernement. Or il crève les yeux que la réforme fasciste est aujourd’hui la seule réforme du capitalisme qui soit objectivement possible. De fait, le ‘programme de socialisation’ que les sociaux-démocrates n’osèrent jamais réaliser du temps qu’ils détenaient le pouvoir, a été en grande partie réalisé par les fascistes. De même que les revendications de la bourgeoisie allemande ne furent pas satisfaites en 1848 mais après, par la contre-révolution qui suivit, le programme de la social-démocratie a été accompli par Hitler. C’est à Hitler en effet, non à la social-démocratie, que de vieilles aspirations socialistes comme l’Anschluss de l’Autriche et le contrôle étatique de l’industrie et des banques, doivent d’être rentré dans les faits. C’est Hitler, non la social-démocratie, qui a proclamé le Premier Mai jour férié. Et d’une manière plus générale, il suffit de comparer ce que les socialistes disaient vouloir mais ne firent jamais, avec la politique pratiquée en Allemagne depuis 1933, pour s’apercevoir qu’Hitler a bel et bien réalisé le programme social-démocrate mais en se passant de ses services. Comme Hitler, les sociaux-démocrates combattent à la fois le bolchevisme et le communisme et, comme lui, préférèrent la mise en place d’instances de contrôle étatique à un système de capitalisme d’Etat aussi poussé que le système russe. Mais les sociaux-démocrates n’eurent jamais l’audace de prendre des mesures qu’exigeait l’exécution de ce programme et c’est Hitler qui s’en chargea. De même que Kautsky s’était révélé incapable d’imaginer seulement que la théorie marxiste pouvait déboucher sur une pratique marxiste, il n’arriva pas à comprendre qu’une politique de réforme capitaliste doit avoir des effets pratiques et que telle fut précisément l’œuvre du fascisme. Si la vie de Kautsky peut enseigner quelque chose aux travailleurs, c’est que la lutte contre le fascisme se double nécessairement d’une lutte contre la démocratie bourgeoise, contre le kautskysme. Cette vie, en vérité, il n’y a rien d’exagéré à la résumer par ces mots : de Marx à Hitler. ” (Paul Mattick, De Marx à Hitler, publié dans Living marxism, IV juin 1939, n°7 republié dans Intégration capitaliste et rupture ouvrière, EDI Paris, 1972, p 60-61)